NUMERO 613 PRIX : 5 F MAI 1975

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

FEU L'OCCIDENT !

Ainsi, au matin du jour où j'écris, ce mardi 30 avril, les Américains de Saïgon ont reçu l'ordre d'évacuer le Vietnam, tout le Vietnam, avant la fin de la journée ; sinon...

Et les Américains de s'exécuter ! Ce soir ils seront tous partis ; leur immense flotte aérienne ne leur ayant servi qu'à fuir, laissant dans les bâtiments et les jardins de l'ambassade quelque 7.000 Vietnamiens, qui avaient été leurs agents ou leurs domestiques et auxquels ils avaient promis de les emmener, afin de leur épargner toutes représailles. ... Aussi lâches que menteurs.

Or, ne nous illusionnons pas ! Ce n'est pas là qu'une défaite américaine, c'est la défaite de tout l'Occident, la défaite de toute cette large fraction de la race blanche qui a édifié au cours de deux millénaires notre présente société, la société « civilisée », avec toutes ses qualités et tous ses défauts, avec ses vertus et avec ses vices. Jusqu'à hier nous pouvions espérer que nous serions capables un jour de détruire les seconds tout en développant les premières. Erreur !

Erreur car toute société forme un bloc, un bloc qui ne se laisse pas découper en tranches. La société de demain sera une société entièrement nouvelle, modelée selon de nouveaux principes et dont la morale différera autant de la nôtre que la nôtre diffère de la morale antique.

Au sujet du rôle de la morale dans la société signalons que c'est sur ce point que diffère la doctrine de Mao et celle des communistes russes et occidentaux. En effet, tandis que pour Mao l'édification d'une nouvelle morale est une tâche indispensable à laquelle il a consacré toutes ses forces depuis le lendemain de la victoire militaire, la morale n'est pour les « communistes » ainsi d'ailleurs que pour ceux qui se disent simplement « socialistes » qu'un attrape-nigauds inventé par la classe au pouvoir pour maintenir ses sujets dans l'obéissance.

par Robert LOUZON

C'est cette différence fondamentale qui rapproche le « maoïsme » des anarchistes, car les anarchistes, eux aussi, attachent une importance capitale à la création d'une nouvelle morale : rappelons seulement à cet égard l'excellente brochure de Kropotkine intitulée *La morale anarchiste*.

Par contre le mépris dans lequel les communistes et particulièrement les communistes russes tiennent la morale, explique sans doute, si elle ne les justifie pas, les horreurs du stalinisme car en l'absence d'une morale, c'est-à-dire de la croyance chez chacun qu'il convient d'observer certaines règles dans le comportement journalier pour que la société puisse convenablement fonctionner, il ne reste pour faire observer ses règles que la crainte de la prison ou... de la balle dans la nuque.

Accueillons donc nos vainqueurs, qui sont en même temps nos successeurs, avec un cordial salut, aidons-les dans toute la mesure de nos forces et passons-leur le flambeau.

L'Europe est morte ! Vive l'Asie !

IL Y A DICTATURE ET DICTATURE

La fin provisoire (1) de la guerre dans le Sud-Est asiatique mérite que l'on réfléchisse sur ce que représente une dictature, car à Hanoï comme à Saïgon régnait la dictature. Mais entre ces deux dictatures, il y avait une différence fondamentale. Certes la dictature est toujours exécrable pour l'individu et notamment pour les travailleurs, aussi faire une distinction entre deux dictatures peut paraître futile. Mais si toute dictature est exécrable pour l'individu, il n'en est pas de même pour l'histoire.

Dans un des volumes qu'il a écrits pour l'Histoire socialiste — celui sur la guerre de 1870, si mes souvenirs sont bons — Jaurès a dit à peu près ceci : Quand on veut juger une dictature, il faut voir si elle va dans le sens de l'histoire ou contre l'histoire.

C'est là que réside la distinction qu'il faut faire quand on examine une dictature. En effet, il y a la dictature qui détruit et transforme le système social périmé et archaïque et celle qui le défend et le conserve. Autrement dit, il y a la dictature qui est objectivement révolutionnaire et celle qui est objectivement réactionnaire. Et ce, quels que puissent être les crimes des deux dictatures.

Ces deux types de dictature ont dominé la guerre du Vietnam. A Hanoï comme à Saïgon régnait la dictature. Seulement la dictature de Hanoï est une dictature qui a bouleversé et balayé le système social archaïque qui existait, alors que celle de Saïgon n'a cherché qu'à le conserver. La dictature de Saïgon était donc une dictature conservatrice, réactionnaire, historiquement condamnée, parce qu'était historiquement condamné le régime social qu'elle défendait. Par contre la dictature de Hanoï est une dictature révolutionnaire puisqu'elle détruit le régime social historiquement condamné et que, objectivement, elle prépare l'avenir.

Il est évident qu'entre ces deux dictatures, un révolutionnaire ne peut ni rester indifférent, ni refuser un choix. Et ce choix ne peut être qu'en faveur de la dictature objectivement révolutionnaire. En l'occurrence, ce choix ne pouvait être, dans la guerre du Vietnam, qu'en faveur de Hanoï contre Saïgon. C'est ce principe qui a toujours inspiré mon attitude dans la guerre du Vietnam ; d'abord en faveur de Ho Chi Minh contre Bao Daï et l'impérialisme français, ensuite en faveur de Hanoï contre Saïgon et l'impérialisme américain. Cela malgré le fait que derrière Hanoï il y a l'impérialisme russe et chinois.

Si je considère qu'il faut faire un choix entre une dictature progressive et une dictature conservatrice, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas critiquer et combattre la dictature progressive. Toute dictature, progressive ou non, a sa propre logique, obéit à ses propres lois, qui font que la dictature la plus progressive devient inévitablement réactionnaire. Cela d'autant plus vite que dans une dictature il n'y a pas le contrepoids de la critique et de l'opposition pour dénoncer les erreurs, les gaspillages et les crimes.

Or si les crimes de la dictature progressive, dans le premier temps, s'exercent essentiellement contre les représentants et les bénéficaires du système social archaïque qu'elle a renversé, par la suite ils s'exercent uniquement sur les travailleurs des villes et des campagnes. L'expérience de la dictature dite du prolétariat en Russie est à ce sujet très instructive. Après avoir effectivement renversé un régime archaïque, écrasé les bénéficiaires de ce régime, elle a fini par exterminer les bolcheviks eux-mêmes et par imposer aux travailleurs une exploitation étatique en tous points semblable à celle des capitalistes.

La raison de cette évolution est que toute dictature politique a des ambitions de puissance. Pour cela il lui faut développer rapidement les forces productives et militaires, ce qui exige des sacrifices de la part des travailleurs. En outre le système politique de la dictature coûte très cher en raison du gaspillage et de la bureaucratie pléthorique, tant civile que militaire et policière, qu'il faut nourrir. Ce qui accentue encore plus les efforts qu'il faut exiger des travailleurs, car c'est leur travail qui doit payer le coût de la dictature. Et c'est pour obtenir cela des travailleurs que toute liberté d'expression, d'organisation et tout droit de grève et d'action leur sont interdits.

C'est pourquoi même une dictature progressive doit être critiquée et combattue. Et cela même si dans un conflit avec une dictature conservatrice nous sommes amenés à prendre sa défense.

Cependant cette défense, ce choix en faveur de la dictature progressive ne vaut que dans le cas d'un conflit avec une dictature conservatrice. Dans le cas d'un conflit avec une démocratie politique, même conservatrice, le choix doit être en faveur de la démocratie. La raison en est que l'émancipation des travailleurs, qui doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, a comme condition préalable la liberté d'organisation, d'expression et d'action. Seule cette liberté permet le développement de la conscience sociale des travailleurs qui est nécessaire à leur émancipation. C'est parce que les travailleurs possèdent cette liberté dans les démocraties politiques, liberté qu'ils ont d'ailleurs conquise par leur lutte, alors qu'ils sont bâillonnés dans les régimes de dictature politique même progressive, que tout révolutionnaire conséquent doit défendre les régimes démocratiques. Et cela même si le régime de démocratie politique est plus conservateur socialement que la dictature progressive.

C'est pour ne pas avoir compris cela que des syndicalistes ont choisi la collaboration sous l'occupation parce que la démocratie anglaise et française étaient plus conservatrices socialement que la dictature national-socialiste. C'est pour la même raison que nombreux sont ceux qui prennent parti pour les dictatures arabes contre la démocratie israélienne.

La comparaison entre les deux guerres mondiales est révélatrice du choix qui s'impose en faveur des régimes démocratiques contre les régimes de dictature. Dans la première guerre mondiale les deux principaux belligérants — l'Allemagne et l'Autriche d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre — étaient tous deux des régimes démocratiques. Aussi le mouvement ouvrier s'est divisé en deux et une minorité s'est dressée contre la guerre sans prendre parti pour l'un ou pour l'autre des belligérants. Tout autre a été l'attitude du mouvement ouvrier international dans la deuxième guerre mondiale, car des deux belligérants un seul était un régime de dictature ; celui de l'Allemagne hitlérienne, alors que l'autre était une démocratie politique.

Ces réflexions inspirées par les événements du Vietnam qui viennent de s'achever m'ont paru nécessaires pour expliquer une attitude qui peut paraître contradictoire. En effet d'autres conflits du genre Vietnam sont déjà en cours comme au Laos et en Thaïlande, ou bien peuvent surgir comme en Corée. Dans de tels conflits qui opposent deux dictatures dont l'une est conservatrice et l'autre progressive, mon attitude sera la même que dans le conflit du Vietnam, parce que la dictature progressive est historiquement révolutionnaire. Mais dans le conflit du Proche-Orient, quels que soient les reproches que nous pouvons et devons faire à Israël, dans l'éventualité d'un conflit c'est la démocratie israélienne que nous devons défendre, parce que la démocratie offre aux travailleurs la liberté nécessaire à leur émancipation.

Pierre RIMBERT.

(1) Je dis provisoire, car il y a encore le Laos et la Thaïlande où les impérialistes de l'Est et de l'Ouest s'affrontent déjà.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

ASIE... VIEILLE ASIE... JEUNE ASIE

Ce titre n'est là que pour inciter à la réflexion sur le passé, sur le présent, sur l'avenir immédiat ou lointain. Nous n'avons pas fini d'y réfléchir ensemble et d'en discuter avec plus ou moins d'âpreté. Geographiquement, l'Europe n'est qu'un cap de l'Asie ; peut-être ne sera-t-elle un jour qu'une pointe avancée (pourquoi avancée ?) d'une civilisation nouvelle née à l'Orient ? Les luttes de classes, les luttes nationales, les luttes de races, quelque peu confondues aujourd'hui, en dépit des adjurations de petits groupes comme le nôtre, conduiront-elles nos descendants vers cette aurore calme, après beaucoup de détresse, de sang et de larmes ?

Le présent, c'est la défaite politico-militaire du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, une défaite qu'il a forgée de ses propres mains, ou de celles de ses généraux au front borné ou de ses « barbouzes » vraies ou camouflées de la C.I.A. C'est avant tout une défaite politique, s'il est vrai que « la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ». Le gouvernement des Etats-Unis a accumulé ici les erreurs politiques comme un digne successeur du gouvernement colonialiste de France.

Quand on a des principes, quand on affiche des principes, on les respecte, on les applique. A qui fera-t-on croire que Diem, puis Thieu, puis Lon Nol étaient des incarnations de la démocratie et de la liberté ? Saïgon était-elle devenue, d'après toutes les informations que nous en avions, la métropole exemplaire d'une belle civilisation juchée sur les fourgons venus d'un autre continent ?

Tout cela est balayé et sans doute ne pouvait-il en être autrement. Déjà en Algérie, le peu qui restait de l'impérialisme français avait refusé, quand l'instant était là, la moindre réforme, la moindre concession, pour les offrir ensuite quand l'heure était passée, pour finir par l'abandon. On retrouve au Vietnam le même cours des événements. Il ne servirait à rien de dire maintenant ce qu'il aurait fallu faire. C'était comme cela que ça devait se passer, et non autrement. L'impérialisme, au retour d'âge, ne peut être intelligent.

« Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre »

A L'AUTRE BOUT DU VIEUX MONDE

A l'extrême point de ce cap européen, le Portugal connaît aussi des bouleversements d'une importance mondiale. Ils nous intéressent en tout cas, au plus haut point, parce qu'ils sont les manifestations d'une internationale ouvrière vivante, plus vivante dans les faits que dans les discours et dans les chants.

Des élections générales viennent d'y avoir lieu pour la première fois depuis cinquante ans, après un demi-siècle de fascisme et de toute-puissance d'une police politique sauvage. Il y a déjà des camarades pour porter un jugement sévère et provisoirement définitif sur les résultats de ces élections. Ils redécouvrent à cette occasion la vanité du suffrage universel, oubliant que, sauf circonstances révolutionnaires exceptionnelles, il n'y a pas moyen de s'en passer, à moins d'imiter dans ses formes politiques le régime que l'on vient d'abattre. Ces camarades parleraient-ils, dans le Portugal tel qu'il est, de dictature du prolétariat ? Leur jugement vient du fait que les résultats des élections portugaises ne les ont pas satisfaits.

Ils sont pourtant très significatifs On s'attendait à beaucoup d'abstentions et de bulletins blancs. C'était même ce qu'avait préconisé un moment une partie de ce pouvoir militaire « institutionnalisé » et échappant à la sanction du vote populaire. Or, on a vu une participation de 90 % au scrutin.

Le succès du parti socialiste a été considérable ; plus même qu'on ne s'y attendait généralement. Il y a aussi des camarades, les mêmes que tout à l'heure, pour jeter le doute sur ce succès socialiste. La droite a voté pour le P.S., disent-ils. Ils avaient pourtant applaudi à l'interdiction électorale de la démocratie chrétienne sous son titre. Ils négligent aussi les 27 % de suffrages recueillis par une formation située à la droite du parti socialiste. A les en croire, il faudrait donc que 65 % des voix fussent attribuées à la droite. En outre, ils oublient volontairement de considérer que, dans toutes les régions du pays y compris et surtout celles les moins économiquement et politiquement retardataires, le parti socialiste confirme son succès. A la vérité, ces critiques viennent surtout de l'influence idéologique, parfois inconsciente, des partis dits communistes, considérés à tort comme « les plus à gauche ».

Le parti socialiste portugais affirme qu'il n'est pas social-démocrate voulant se démarquer par là du réformisme en place dans plusieurs pays d'Europe. Il semble employer avec efficacité les moyens de l'action de masse. On l'a vu encore après l'incident du premier mai quand des leaders de « l'intersyndicale » ont voulu lui interdire la tribune où siégeaient déjà les militaires et le secrétaire général du parti communiste. Il ne s'est pas contenté de pleurer. Il a convoqué aussitôt un meeting de protestation qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de travailleurs. C'est ainsi qu'il faut travailler, et aussi dans les usines et les campagnes.

Qu'on ne déduise pas de ce que nous venons d'écrire, que nous voilà convertis au socialisme d'un parti déterminé. Nous nous réjouissons simplement de voir mieux garanties ou moins menacées les libertés ouvrières.

Oh ! nous attendons bien davantage : d'abord la révolution agraire, ensuite ou en même temps l'expropriation des capitalistes, nationaux ou internationaux, qui ne se sentiraient pas à l'aise dans la nouvelle légalité. Ce doit être l'œuvre de nos camarades les travailleurs portugais avec à leur tête les socialistes s'ils le sont vraiment. Nous ne pouvons qu'affirmer notre solidarité et la rendre la plus concrète possible, en particulier en combattant dans notre pays pour les mêmes buts.

Mais nous ne sommes pas entièrement rassurés sur l'avenir socialiste du Portugal. Déjà cet incident du premier mai révèle les dangers d'une fausse unité syndicale quand la direction d'un parti s'appesantit sur le syndicat unique. On en a eu en France

une expérience plus sévère, au moment des grèves « Molotov » de 1947, quand les représentants du parti communiste ne furent plus ministres. Cela conduisit directement à la scission syndicale.

Et puis faut-il faire confiance à ces militaires progressistes se nommant eux-mêmes les garants de la révolution ? Nous ne les récusons pas, sachant que le socialisme emprunte parfois des voies inattendues. Toutefois, on admettra bien que nous attendions pour voir. Nous avons déjà entendu, venues de cet aréopage militaire, des voix qui disaient aux travailleurs : retroussez vos manches, augmentez la productivité et, surtout, ne faites pas de grèves qui seraient alors « réactionnaires ». Mais cette musique-là, nous la connaissons !

CINQ CENT MILLE JEUNES SANS BOULOT

Il faut bien admettre que le million de chômeurs réels est dépassé en France pendant ce mois de mai qui marque toujours — et c'est maintenant historique — une élévation de la température sociale (il y a sept ans, ce fut l'explosion ; déjà sept ans !).

Les moyens de lutte générale contre le chômage sont connus (les allocations de chômage ne sont qu'un palliatif, non un moyen de lutte) : réduction du temps de travail dans toutes ses modalités (sans diminution du pouvoir d'achat, bien entendu, car sans cela le cercle vicieux s'amorce), abaissement de l'âge de la retraite.

Sur ce dernier point, nous pouvons faire appel au témoignage de M. José Bidegain. Vous connaissez ? C'est un jeune patron du courant moderniste qui s'illustra notamment, plus ou moins bien, ou plus ou moins mal, dans le sauvetage de la chaussure de Romans. Il a calculé que pour chaque classe d'âge de travailleurs au-dessous de soixante-cinq ans, dont on arrête l'activité, en leur versant 90 % de leur salaire, on libère à la base de l'édifice industriel deux cent quarante mille emplois par année (« Le Monde de l'Economie » - 22 avril).

Mais le problème le plus grave et le moins facile à résoudre est celui des jeunes qui sortent de l'école obligatoire sans emploi et sans perspective d'emploi. Il n'y a pas loin à chercher autour de soi pour trouver des cas de ce genre, plus encore peut-être en province qu'autour de Paris. Dans sa dernière petite causerie à salon ouvert, M. Giscard nous a dit le souci que lui donne ce problème. Il a demandé au premier ministre de lui soumettre, à une date que j'ai oubliée, une série de mesures pour supprimer ce chômage des jeunes.

Nous attendrons donc. Ou plutôt n'attendons pas ! Proposons, en nous gardant bien sur la droite comme sur la gauche, nos propres solutions. Remarquons déjà que cette crise du travail pour les jeunes, dans la mesure où elle n'est pas qu'un effet second de la crise économique générale, révèle un échec de l'école. Comme quoi la solution cherchée n'est pas indépendante de la réforme fondamentale et démocratique de l'école, de la polyvalence de l'école. Mais ne détournons pas la question. On n'a pas le temps.

Voyons d'abord le secteur public ou nationalisé, celui qui dépend de l'Etat, celui où le service public est théoriquement le but, non le profit, celui où il importe peu, au premier examen, de dépenser son argent (celui des contribuables) à un endroit plutôt qu'à un autre, celui au contraire où il vaudrait mieux le dépenser bien dans un emploi plutôt que mal dans un autre. Voici les administrations publiques, les P.T.T., puis l'E.D.F., l'E.G.F., la Régie Renault, les Charbonnages, la S.N.I.A.S., les banques et assurances nationalisées (j'en passe certainement). Chaque année et avant la fin de la scolarité, chaque établissement public ou semi-public devrait être tenu de déclarer le nombre d'emplois qu'il offre aux jeunes gens, après scolarité générale et pour formation professionnelle. Chaque service ou entreprise pourrait être tenu à un certain pourcentage de son effectif salarié pour ses ateliers-écoles, ses bureaux-écoles. Le contrôle d'un salaire minimum et du temps de travail complet ou partiel serait établi.

Ces offres seraient donc obligatoires et leur quantité ne serait pas à la discrétion des directions de chaque établissement. Elles seraient régionalisées et communiquées, en cours d'année, aux élèves qui vont terminer leur scolarité (et même au-delà, pourquoi pas ?). Ils choisiraient dans la mesure du possible, sans que cela les engage pour l'avenir. Le service public de production serait *ipso facto* un service public de formation, indépendamment même de ses besoins immédiats. Cela coûtera cher, direz-vous. Oui, mais pas plus que d'entretenir des jeunes à ne rien faire. Et puis, quelle fusion réelle, pratique entre l'école et la vie industrielle !

Quant au secteur privé, les grosses et moyennes entreprises pourraient être astreintes à ce service de formation. On leur ferait, au besoin, quelques cadeaux fiscaux. Et si leurs patrons estiment que la charge est trop lourde et qu'ils ont autre chose à faire qu'à assurer un service public obligatoire de formation professionnelle, eh bien ! ils passeront la main et leurs entreprises deviendront propriété publique.

J'ai une curieuse impression après avoir écrit ces lignes. Je sens que je vais être attaqué de deux côtés à la fois. Certains vont m'accuser d'enfoncer des portes ouvertes. Je dirai alors qu'elles ne sont qu'entre-ouvertes, qu'il faut encore les enfoncer et que, là-dedans, passe l'air frais du contrôle ouvrier et de la vraie démocratie pratique. De l'autre côté, des copains « gauchistes » vont crier après moi : « tu veux aménager le système capitaliste ! ». Une autre fois, s'ils veulent bien m'écouter, je leur dirai pourquoi ces propositions sont profondément révolutionnaires.

REGIME POLICIER

Quand la police est au-dessus des lois

Il y a juste six ans, puisque c'était le 8 mai 1969, trois jeunes gens, prévenus de vol, étaient passés à tabac par les policiers. Ils se plaignirent au juge d'instruction lequel commit un médecin expert. Celui-ci releva, sur l'un des jeunes gens en particulier, « de multiples hématomes sur tout le corps et des lésions aux parties génitales ». Le juge relevait contre quatre policiers « des charges graves, précises et concordantes ». L'instruction dura six ans ! L'un des policiers, coupable, paraît-il, d'une simple contravention, fut considéré comme amnistié ; les trois autres, *toujours en activité*, furent inculpés de coups et blessures volontaires. Ils comparaissaient à ce titre, le 20 décembre 1974, devant la 16e chambre correctionnelle. Le procès fut reporté au 18 avril 1975 ! Ce jour-là le défenseur des policiers fit jouer

un artifice de procédure que le tribunal repoussa, mais l'avocat peut faire appel sur ce point seulement et même aller jusqu'en cassation. En attendant, le président a retenu la date du 11 juillet 1975 « pour fixer une nouvelle date » !

Pendant tout ce temps (six ans !) deux des plaignants s'étaient désistés, l'un d'eux déclarant : « J'ai eu assez d'embêtements comme ça, je ne reconnaîtrai aucun policier ».

Est-il besoin de commenter ?

Deuxième « fait divers » : le 29 novembre 1972 (cette fois ça ne fait pas encore trois ans !) un ouvrier algérien était tué d'une rafale de mitraillette *dans les locaux du commissariat de Versailles.* Le meurtrier, un brigadier de police, invoque la légitime défense, mais le juge d'instruction l'inculpe « d'homicide involontaire » ! ! Les dates des 18 et 19 septembre 1975 ont été retenues pour l'examen de l'affaire par le tribunal correctionnel de Versailles. Les trois ans seront alors presque révolus depuis la mort du malheureux Algérien, et il y aura probablement des ressources de procédure.

Un régime policier est celui où la police, prétendument chargée de faire respecter la loi, la viole chaque jour impunément. Nous disons : chaque jour, car il suffit de lire son journal pour que des faits du même genre soient relatés, en plus ou moins gros caractères selon le journal. Quand la police est au-dessus des lois, le régime est policier. Nous sommes donc en régime policier. On fait mieux ailleurs sans doute, mais ce n'est qu'une question de degré.

Il commencera d'en être autrement quand le ministre de l'Intérieur déclarera publiquement et hautement que dès qu'un individu, coupable ou non, est entre les mains de la police, il est protégé par elle. Je dis bien : protégé. Les policiers ne sont pas des juges. Le ministre de l'Intérieur doit le leur rappeler. Il doit aussi annoncer les sanctions administratives immédiates qui frapperaient les policiers qui violeraient cette règle élémentaire. Sans préjudice évidemment des poursuites judiciaires normales qu'ils encourraient pour les délits ou crimes qu'ils commettraient.

Pendant longtemps, les juges présumés « indépendants » ont couvert les excès policiers ; ils le font encore, d'une manière indirecte, dans les deux cas cités ci-dessus. Il semble que les jeunes magistrats du syndicat de la magistrature aient désormais une autre conception et un autre comportement. C'est le résultat d'une lutte obstinée pour le respect véritable des droits de l'homme. On devrait voir cette nouvelle conception du devoir se traduire dans les faits.

On vient de le voir au moins une fois. Le 6 mai dernier comparaissaient devant la quatorzième chambre correctionnelle de Paris deux policiers qui — il y a déjà deux ans — avaient frappé et blessé un brave homme coupable seulement d'avoir arrêté sa voiture en deuxième file. Le substitut du procureur ne leur fit aucune grâce, dénonçant leur comportement comme « une agression inqualifiable ». Il requit contre eux six mois d'emprisonnement ferme. « D'une telle condamnation, dit-il, les magistrats s'honoreraient ».

Ils se sont honorés. Est-ce vraiment le commencement de la fin d'un régime policier ?

Des deux côtés de la Manche : crise de l'automobile et de l'acier.

Certes ce mois de mai ne sera pas plus que ses devanciers un mois de soleil calme. Pour ne parler que du pays où nous sommes, les grèves et occupations se multiplient pour s'opposer aux licenciements, au chômage partiel, aux fermetures d'entreprises. Le plus important des conflits, au moment où ces lignes sont écrites, est celui d'Usinor-Dunkerque qui s'étend ou tend à s'étendre difficilement à toute la sidérurgie, sévèrement touchée — nous l'avons vu — par la crise économique Nous aurons le mois prochain à tirer les leçons de tous ces mouvements de défense ouvrière. Leurs caractères nouveaux sont tels qu'un colloque international a été organisé pour étudier les mouvements du type « LIP ». LIP n'était donc pas fini.

Nous n'avons qu'à passer la Manche pour retrouver les problèmes économiques et sociaux que nous connaissons bien. En Angleterre, le géant de l'automobile, c'est British Leyland. C'est cette firme qui fabrique toutes les Austin et les Moriss... et les Jaguar. Elle a demandé de l'aide au gouvernement comme Citroën l'avait fait ici. Le gouvernement travailliste la lui a largement accordée puisqu'il ne s'agit pas moins de l'équivalent de 7 milliards de francs d'ici à 1978. Seulement, l'Etat britannique a pris le contrôle de la firme. Il détiendra 75 % des actions. Est-ce un exemple pour notre gouvernement français ? Que ce soit un exemple, ce n'est pas tellement sûr puisqu'en même temps qu'on offre aux syndicats la coopération et la participation, on parle déjà d'une suppression de vingt mille emplois !

C'est exactement le nombre de travailleurs que voudrait « liquider » le président de la British Steel Corporation », le géant de la sidérurgie britannique, nationalisée ne l'oublions pas. Comme quoi la substitution du patron-Etat au patron privé ne résout pas tous les problèmes. Nos camarades des syndicats britanniques ne se rendent pas aux arguments de « rationalisation et de régénération » de Sir le Président de la firme nationale, qui parle au nom, bien entendu, de « l'efficacité ». Les travailleurs ne comprendront jamais l'efficacité comme il l'entend.

Nous aurions bien d'autres questions à étudier. Nous le ferons. D'autres camarades le feront, espérons-le, mieux que le signataire des ces lignes trop rapides. Citons-en deux, importantes parmi d'autres : dans les rapports introductifs au VII[e] Plan, l'attention des militants a certainement été retenue par ce qu'on appelle maintenant le rapport Méraud et qui traite des *« inégalités sociales »*. Oh ! nous avons de la matière là-dedans et de quoi constater comment les idées lancées dans le désert finissent par trouver leur chemin.

Et puis, non moins intéressant et important, *le Livre Blanc sur le logement,* de l'Union Nationale des organismes d'H.L.M., publié le 6 mai. La question du logement, comme celle de l'urbanisme en général, voilà des questions que les pouvoirs ont laissées pourrir. Il est bien temps d'intervenir quand déjà le plus grand mal est fait ! Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les avertissements ne leur ont pas manqué. Dans ce domaine aussi, ils ont laissé se lever et se développer le désordre et l'injustice. Ils ne nous en sortiront pas. C'est ainsi que les solutions radicales finissent par s'imposer.

R. GUILLORE.

CONTRE L'IMPOSTURE

Ecrit le 8 avril 1975 :

Sur les événements du Sud-Est asiatique, je crains encore d'exprimer des réactions et sentiments contraires à ceux de la majorité des rédacteurs (sinon des lecteurs) de la R.P. J'espère que nous pourrons en discuter aussi honnêtement que possible. Mais aujourd'hui, mon émotion paralyse quelque peu mon jugement. Devant la tragédie vécue par les peuples du Vietnam et du Cambodge je ne voudrais entendre que l'appel lancé par *Bui Kien Thanh*, porte-parole du parti socialiste vietnamien « *Nous sommes les témoins d'un assassinat collectif et nous sommes tous responsables. Complices par le silence. Complice dans la honte... Rien ne saurait justifier autant de misères et de souffrances. Aucune idéologie, aucune nécessité politique, aucune fatalité... Les criminels sont des hommes politiques. De tous bords, de tous pays. Gouvernementaux ou révolutionnaires du Nord ou du Sud, Vietnamiens ou pas. Américains, Chinois, Russes, Français...* »

L'imposture en cette sinistre affaire, c'est la simplification aberrante et criminelle, que nous avons déjà dénoncée lors de la guerre du Kippour, qui transforme *ces opérations militaires* (dont la responsabilité *directe* peut être aisément fixée) en conflit manichéen entre l'Impérialisme américain et la Révolution socialiste. Je provoquerais sans doute quelques ricanements en avançant — reprenant d'ailleurs une idée de Léon Trotsky — que l'impérialisme américain s'affirme plus par *l'isolationnisme* que par *l'interventionnisme* (lors de la guerre civile espagnole, c'est la politique de *non-intervention* des démocraties occidentales qui fut qualifiée de trahison par l'extrême-gauche communiste et socialiste. Et en 1942, contre le totalitarisme hitlérien, tous les résistants réclamaient *une intervention américaine rapide).*

L'imposture c'est de traiter de « *fantoches* » des chefs nationalistes que les Etats-Unis n'ont soutenus que conditiellement et provisoirement.... dont la malfaisance, que nous ne contestons pas, est fonction de la résistance aux agressions communistes. On peut établir un singulier rapprochement. En 1950, c'est lorsque le chef nationaliste coréen *Syngman-Rhee*, déjà désavoué par Washington, s'attendait à sa défaite électorale, que se produisit l'agression nord-coréenne, dirigée par « *un vassal stalinien* » (Louzon dixit). En 1975, alors que le « Cessez le feu » avait été cyniquement violé par le Nord-Vietnam, il semblait bien qu'au Sud-Vietnam quoique soumise à une répression odieuse, l'opposition à Thieu pouvait encore se manifester et avait quelque chance de l'emporter. L'offensive généralisée du Nord-Vietnam et de son prolongement le G.R.P. met fin à tout espoir d'une solution démocratique et pacifique de la crise.

L'imposture c'est de parler de « *libération* » du peuple vietnamien, alors qu'il s'agit d'une véritable occupation militaire, dont les vrais motifs ne sont pas encore suffisamment éclairés. Faut-il établir un synchronisme entre cette action militaire et le brusque tournant pris par les partis communistes d'Occident (à l'exception peut-être du parti italien) abandonnant le style de la détente pour reprendre celui de la guerre froide ? Est-ce l'effet de la compétition entre soviétiques et maoïstes... peut-être les prodromes d'un conflit beaucoup plus aigu entre l'URSS et la Chine populaire, l'une et l'autre s'efforçant d'obtenir (ce qui n'a rien d'invraisemblable) la neutralité bienveillante des Etats-Unis ? Des journalistes français ont osé ironiser sur ces Vietnamiens du Sud... « *votant avec leurs pieds contre les communistes* »... et expliquer cet atroce exode par la fuite devant la guerre... et la crainte des bombardements... américains (?!) Un peuple qui se libère, grâce à des libérateurs venus de l'extérieur, si l'on se réfère aux précédents, a un tout autre comportement. Lisez d'ailleurs avec soin les dix commandements du G.R.P. dans les zones libérées. Cela me rappelle singulièrement les avertissements de la Kommandatur allemande dans les territoires occupés, après l'armistice de 1940... Au reste, faut-il aussi rappeler que depuis l'accord de Genève de 1953, il y eut toujours mouvement du Nord au Sud et non du Sud au Nord (le 25 juillet 1955, on comptait *819.131 réfugiés du Nord au Sud contre 4792 du Sud au Nord.* C'est pourquoi le Vietnam du Nord violant les accords, s'efforça d'empêcher ce mouvement significatif par *tous les moyens).*

Au Vietnam, comme au Cambodge, comme au Portugal... justifier les actions et institutions militaires, c'est trahir le mouvement ouvrier, c'est bafouer tous les espoirs socialistes. La liberté — telle que nous l'avons toujours conçue — est vaincue au Vietnam. Et la paix mondiale est terriblement menacée par ces opérations localisées. D'abord parce que les Etats-Unis, comme l'Angleterre en 1914 et en 1938, fixeront une ligne de défense qu'ils n'abandonneront plus sans combat. Ensuite, parce que la compétition entre la Chine et l'URSS peut fort bien aboutir à un conflit armé, lorsque les démocraties occidentales leur auront laissé le champ libre. C'est après avoir vaincu l'Occident en 1941 qu'Hitler déchira le pacte signé avec Staline, dont il avait largement profité.

Ecrit le 27 avril 75

Mes notes du 8-4-75 sont parvenues trop tard à l'imprimerie pour la publication dans le numéro d'avril. On me les renvoie pour les « actualiser ». A quoi bon ? Mes observations demeurent valables et les événements se succèdent trop rapidement pour que l'on puisse en discuter le processus dans une revue mensuelle. Ce qui est incontestable, c'est que sous les gouvernements cambodgien de Lon Nol et vietnamien de Thieu une information souvent contradictoire et confuse, mais dont la multiplicité permettait de prudentes appréciations, nous touchait à travers la presse, la radio et la télé. Au contraire, un « black-out » presque parfait tombe sur les régions « libérées »... jusqu'à la mise en place d'une synchronisation engagée selon les modèles hitlérien et stalinien et appliquant la formule « *tout ce qui n'est pas interdit est obligatoire* ».

Je regrette encore d'étonner, de heurter ou d'irriter — non pas les anciens qui devraient en savoir autant que moi — mais les jeunes que notre suspicion et nos refus atteignent dans leur sincérité et leur bonne foi. Il me suffit, pour les comprendre, de revivre la stupeur, les déchirements, les révisions presque désespérantes que nous avons subies il y a cinquante ans. Ce qui nous bouleversait déjà, c'était plus qu'une réalité atroce que nous ne pouvions qu'entrevoir à travers les propos et les écrits de *Souvarine, Pierre Pascal, Yvon, Nicolas Lazarévitch, Victor Serge...* qui était bien plus tragique que nous ne pouvions l'imaginer, c'était la contradiction brutale, irréductible, inexcusable, entre *ce qui était* et ce que *disaient* non seulement les gens de l'appareil, mais les observateurs impartiaux et les touristes « neutres » — souvent honnêtes et sincères — ne pouvant soupçonner la gigantesque imposture que traduisait la savante et minutieuse mise en scène montée pour eux.

C'est pourquoi, sans aucune réserve, je rejette les informations qui nous parviennent désormais des régions « libérées »... par le canal des services officiels ou des correspondances de journalistes étrangers (surtout français) qui ne sont pas censurées, mais *orientées* et *filtrées.* On n'interdit pas la communication défavorable ou hostile. On impose la communication favorable et même enthousiaste.

R. HAGNAUER.

(A suivre).

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

SOUVENIRS SUR HAN RYNER. — Nous avons appris avec peine, le mois dernier, le décès de Georgette Ryner, compagne de notre camarade Simon. Je ne l'ai pas connue, mais je me souviens fort bien de son père, Han Ryner.

J'étais élève des petites classes du Lycée Charlemagne, à Paris. Il y avait un répétiteur de l'étude des cinquièmes que nous appelions Monsieur Ner. Je n'avais pas souvent affaire à lui, étant externe libre, mais il surveillait notre cour de récréation. Je revois son petit chapeau rond et sa longue barbe fleurie. Il me faisait l'effet, je ne sais trop pourquoi, d'être quelque roi mérovingien égaré au vingtième siècle, ou, ce qui était peut-être moins fantaisiste, il me faisait songer au grand philosophe athénien Socrate.

Il avait la réputation d'être assez sévère, et je me souviens qu'il faisait tomber par terre, à l'aide d'une règle, les cartables que les élèves avaient déposés sur le rebord des fenêtres, afin de s'ébattre plus librement. Je le revois aussi expliquant gentiment mais fermement, à un de mes camarades de classe, pourquoi il lui avait infligé une mauvaise note de conduite.

Puis je passai en quatrième, au grand lycée, et je le perdis de vue.

Quelques années plus tard — je devais avoir dix-sept à dix-huit ans — un ami m'entraîna dans une réunion de « L'Union des libres-penseurs et des libres croyants », où le Pasteur Giran, protestant très peu dogmatique, devait s'opposer au philosophe anarchiste (c'est ainsi que je l'avais entendu qualifier) Han Ryner. J'eus alors la surprise de constater que ce dernier n'était autre que Monsieur Ner, le répétiteur du Lycée Charlemagne. Dans son intervention, il s'opposa fort peu à celui dont il était officiellement l'adversaire, se bornant à exposer son attitude de « libre rêveur », ainsi qu'il se définit lui-même.

Par la suite, je devais encore souvent entendre parler de lui, mais je ne le revis plus jamais.

HALTE AU RACISME. — Giscard d'Estaing est allé à Alger. Boumedienne va venir à Paris. Une page est tournée, le passé est oublié, la France et l'Algérie vont avoir d'excellentes relations. Certes, les raisons du gouvernement français ne sont pas les nôtres, mais nous ne pouvons que nous réjouir de cette réconciliation, malgré les tirades cocardières au sujet du drapeau tricolore et de la Marseillaise que nous avons pu entendre et regarder à la télévision. Mais tandis que les milieux officiels adoptent cette attitude, un racisme antiarabe sournois et agressif se développe en France. En voici quelques récents exemples :

Attentat à la bombe contre le consulat algérien de Marseille.

A Paris, deux avocats d'origine nord-africaine, frappés et blessés au cours d'une opération policière dans un café, au point que l'un d'eux a dû être hospitalisé, et que l'autre se ressent encore du « passage à tabac » qu'il a subi.

A Marseille, l'assassinat, par un homme en cagoule, de Mohamed Laïd Mousa, qui venait de sortir de prison où il n'avait fait qu'un bref séjour, le crime dont il s'était rendu coupable ayant été commis dans des circonstances largement atténuantes.

En Moselle, tentative d'assassinat d'un Algérien par un jeune homme en voiture, qui déclara avoir voulu l'écraser « seulement dans le but de rigoler ».

A Vanves, un ouvrier tunisien abattu froidement par un Français auquel il reprochait d'être trop bruyant.

Enfin, bombe au consulat algérien de Paris au moment du voyage de Giscard en Algérie.

A Paris, dans les rues, les couloirs du métro, les derniers urinoirs de la ville, on lit des inscriptions de plus en plus nombreuses contre les Arabes, contre les Noirs, contre les Juifs aussi depuis quelque temps. Des Arabes sont fréquemment pris à partie dans les lieux publics. Parfois un Français conscient prend leur défense, mais pas assez souvent. Il faut écraser chaque fois qu'on la rencontre cette lèpre raciste.

HISTOIRE DE VIN. — Notre sympathie est acquise aux petits paysans, viticulteurs, pêcheurs qui défendent leur niveau de vie contre une inflation galopante. Nous comprenons les routiers lorsqu'ils protestent contre l'augmentation exorbitante du montant des péages sur les autoroutes et contre l'interdiction qui leur est faite de traverser certaines villes dans leurs camions.

Cependant, il est des méthodes qui, bien qu'employées dans un but légitime, paraissent souvent choquantes. Comment peut-on gaspiller les denrées alimentaires, des pommes de terre, des fruits et légumes, des poissons, en les répandant sur la voie publique, quand tant d'être humains dans le monde souffrent de la faim, parfois d'une façon aiguë et tragique.

En ce qui concerne le vin, la lutte prend un aspect chauvin particulièrement regrettable. Les viticulteurs manifestent contre l'importation de vins étrangers, et ils n'ont pas hésité à briser des bouteilles venues d'autres pays.

Or, s'opposer à l'importation de vins algériens, par exemple, c'est injuste et inefficace. Injuste, car ce sont des Français qui ont planté des vignes en Algérie, dans un pays musulman où l'on ne consommait pas de vin. Inefficace, car les vins algériens, forts en alcool, servent à couper ceux du Languedoc, beaucoup plus légers. Maintenant que l'Algérie est indépendante, il est juste, il est nécessaire de lui acheter la plus grande partie de son vin, qu'elle ne produirait pas s'il n'y avait pas eu la colonisation. Si on y renonce, l'Algérie devra arracher ses vignes, et planter autre chose, ce qui ne se fera pas sans perturbations dans le pays et en France même.

Quant au vin italien, il s'agit de savoir si l'on veut que subsiste le Marché commun, si son existence présente des avantages économiques et politiques suffisants pour que l'on évite tout ce qui risque de le détruire. Si oui, les produits italiens, comme ceux de tous les pays de la Communauté européenne, doivent pouvoir circuler librement.

Quant au vin espagnol, je sais que beaucoup de camarades pensent qu'il faudrait boycotter tout ce qui vient du pays de Franco. Je ne suis pas convaincu qu'ils aient raison. Est-ce en essayant d'affamer le peuple espagnol qu'on le poussera à se révolter plus vite ? Sa colère ne risque-t-elle pas de se retourner contre ceux qui prendraient ces mesures de boycott ? La question mérite d'être posée.

Bref, tout ceci ne résout pas le problème du niveau de vie des viticulteurs français. Mais je pense qu'en dirigeant leur colère contre l'importation de vins étrangers, ils font fausse route, et que la lutte contre la carence du gouvernement à l'égard d'une inflation sans cesse croissante serait beaucoup plus légitime.

DEFAITE DES KURDES. — En Irak, les Kurdes semblent avoir cessé la lutte. Ecartelés entre ce pays et d'autres : l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'U.R.S.S., ils n'ont jamais réussi à faire reconnaître valablement leurs droits. Beaucoup d'entre eux se sont arabisés, et il y a eu, en Irak surtout, des hommes d'Etat kurdes, comme Noury Saïd et Abdelkrim Kacem. Mais ceux qui ont soutenu la révolte de Barzani estiment que le peuple kurde a droit à une existence propre, dans une large autonomie. Leur lutte a duré tant que le ravitaillement en armes a été assuré par l'Iran. Aujourd'hui, le Shah, ayant mis fin à ses querelles avec

l'Irak, a cessé son aide, et les Kurdes ont dû interrompre leur résistance armée. Il serait nécessaire que les dirigeants irakiens reconnaissent à cette importante minorité ethnique de leur pays le droit d'avoir son organisation, sa culture propres, en particulier un enseignement en langue kurde. Mais n'est-ce pas demander à la République Arabe d'Irak beaucoup plus que ce que la République Française accorde à ses minorités linguistiques ?

NOS RAISONS DE CONDAMNER LE GENOCIDE. — Je ne puis laisser passer sans réponse la critique de Jacques Métivier. Si je le comprends bien, son idée est qu'en défendant les peuples dits primitifs, nous luttons contre le développement inconsidéré de l'industrie qui menace de plus en plus notre civilisation ; il s'agit donc, en protégeant ces ethnies, de nous défendre nous-mêmes. Eh bien, je suis d'accord avec cette idée, et j'ai déjà indiqué en d'autres occasions que la question est de celles qui me préoccupent grandement. Pas d'accord cependant avec Métivier lorsqu'il incrimine le marxisme à ce sujet. Marx a élaboré sa théorie à une époque où l'on ne pouvait pas encore prévoir le danger d'une trop grande expansion industrielle. Le marxisme ne doit pas être un dogme intangible, mais une méthode d'explication de l'histoire et de l'évolution économique, capable de déterminer dans chaque situation quels sont les besoins humains à satisfaire et à préserver. Et je crois que seule une société socialiste, planifiée, pourra parvenir à créer l'équilibre nécessaire entre les pays sur-industrialisés et sous-industrialisés.

Ceci dit, en quoi la raison invoquée par Métivier est-elle en contradiction avec celles que j'ai avancées ? En rien à mon avis. Sans doute mon intérêt pour l'étude des populations primitives paraît-il futile à certains ? J'ai déjà entendu dire : « L'ethnologie, ce n'est que du dilettantisme. » Que voulez-vous, cette étude me passionne, tandis que je n'ai jamais pu m'intéresser profondément aux constructions géantes de l'époque moderne, à la technique avancée ou aux ordinateurs. J'admets parfaitement que d'autres s'y intéressent, mais qu'ils n'essaient pas de monopoliser la culture au profit de ces seuls éléments. « Les littéraires, ça ne sert à rien ; ce sont les scientifiques qui préparent notre avenir », ai-je encore entendu dire. Je plains l'humanité future si elle rejette les études qui ont pour objet non les sciences exactes, mécaniques, mais la nature humaine dans sa complexité, les langues que les hommes ont parlées ou parlent actuellement, les idées qu'ils ont exprimées et leur évolution, les œuvres littéraires et artistiques qu'ils ont créées. Aussi, parmi d'autres, la question des origines de l'humanité m'intéresse-t-elle au plus haut point, de sorte que je me penche avec sympathie vers les peuplades sauvages, souhaitant la préservation de leur culture. Pas au point toutefois de désirer le maintien de coutumes barbares, ou de moyens d'existence lamentables. Je ne souhaite pas que les meurtres rituels se perpétuent. Et j'approuve les Danois, les moins colonialistes des colonisateurs, d'avoir doté les Eskimos du Groënland de maisons de bois pour remplacer les igloos de neige.

Quant à la seconde raison que j'ai avancée, peut me reprocher qui veut mon « humanitarisme ». Le fait est que l'extermination d'un peuple faible, sans moyens de défense, m'indigne. Je n'admettrai jamais qu'un tel forfait puisse être nécessaire à la bonne marche de l'histoire, même si l'on me prouvait que le prolétariat des pays avancés y trouve son intérêt. Au dix-neuvième siècle, la question ne se posait pas encore telle que la voit Métivier. Fallait-il pour autant se désintéresser du massacre des Tasmaniens, ou des Indiens d'Amérique du Nord ? Si j'avais vécu à cette époque, je suis certain que j'aurais été tout aussi opposé qu'aujourd'hui à ces actes de barbarie commis par la race blanche. J'estime donc que mes raisons en valent bien d'autres et que les unes et les autres se complètent.

LES ELECTIONS PORTUGAISES. — Les électeurs portugais ont approuvé massivement le nouveau régime et le succès du Parti Socialiste est beaucoup plus important qu'on ne l'avait pensé. Il aura 96 députés, alors que le Parti Communiste n'en obtient que 25. Ceci prouve que l'alliance entre partis se réclamant de la classe ouvrière, ne profite pas nécessairement en premier lieu à ce dernier. Cependant, le succès électoral du Parti Socialiste ne règle rien. D'abord parce que les élections n'ont jamais été en elles-mêmes un facteur de révolution. Ensuite et surtout parce que, pas plus que les Partis Socialistes de Grande-Bretagne, d'Allemagne fédérale, de Belgique, d'Italie ou de France, celui du Portugal n'aura ni la volonté ni l'énergie nécessaires à la réalisation d'une société sans classes. La révolution portugaise n'a pas encore dépassé l'étape préparatoire, celle qui consiste à briser l'ancien régime réactionnaire au profit d'une démocratie bourgeoise. Le peuple portugais a, dans sa majorité, rejeté les héritiers du Stalinisme et il a bien fait. Mais il faut, pour que la révolution continue, qu'une nouvelle force d'extrême-gauche s'organise et se développe.

EN INDOCHINE, VICTOIRE ROUGE. — Il est encore trop tôt pour tirer des événements du Vietnam et du Cambodge des conclusions complètes et définitives. Néanmoins, il est possible de dégager quelques idées.

D'abord, la preuve est faite que le parapluie américain n'est d'aucun secours à ceux qui veulent l'utiliser. Il était clair depuis la signature des accords de Paris que les Etats-Unis n'interviendraient pas, quoi qu'il arrivât. L'aide américaine à Saïgon et à Pnom-Penh n'a servi qu'à mettre deux pays à feu et à sang, sans que rien soit changé au résultat final. Maintenant, en Asie, on doit savoir à quoi s'en tenir. La Chine populaire pourra annexer Formose tôt ou tard, les communistes coréens pourront réunifier leur pays à leur profit. L'Amérique interviendra peut-être sur d'autres champs de bataille, en Europe par exemple, mais plus sur le continent asiatique.

Ce qui frappe ensuite, c'est la différence entre les deux révolutions, la vietnamienne et la cambodgienne. La première se veut rassurante, ordonnée, la vie à Saïgon a repris, aussi normale que possible. Au contraire, au Cambodge, les Khmers rouges, pourtant bien accueillis, ont ordonné l'évacuation de la capitale : on comprend mal, pour l'instant, les raisons d'une mesure aussi draconienne et inhabituelle ; s'agit-il de faire participer le plus grand nombre possible de Cambodgiens au travail agricole, désorganisé par une guerre implacable ? On veut l'espérer. La révolution cambodgienne est à peu près exclusivement paysanne, et ne saurait nous donner une idée de ce que pourrait être une révolution dans un pays à classe ouvrière nombreuse.

En tout cas, il est clair qu'au cours de ces événements, l'U.R.S.S. a été complètement dépassée. On peut lire dans la presse que les portes de l'ambassade soviétique à Pnom-Penh ont été ouvertes à coups de bazooka, qu'un envoyé de l'agence Tass a été malmené par un groupe de Khmers rouges, que les diplomates russes se sont réfugiés à l'ambassade de France. Le temps n'est plus où le mouvement communiste mondial était dirigé de Moscou, sans partage. Actuellement, la révolution se différencie suivant les pays, elle est vietnamienne au Vietnam, cambodgienne au Cambodge.

Car ce qui se produit là-bas, c'est la révolution des peuples d'Asie. On peut l'aimer on ne pas l'aimer. On peut déplorer qu'elle ne soit pas plus libertaire. Mais elle est conforme à la conscience actuelle de ces peuples. On peut espérer, je l'espère ardemment, que l'Europe, avec son passé de luttes démocratiques depuis au moins deux siècles, réalisera le socialisme dans la liberté de pensée. On ne saurait rejeter la révolution indochinoise sous prétexte qu'elle suit une voie différente.

Jacques GALLIENNE.

RETOUR SUR LE "COMPLOT" DE 1920

Deux lettres de Pierre MONATTE à Maurice PAZ

Lors de notre rencontre de mars dernier, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la *R.P.*, Maurice Paz, évoquant ses souvenirs de jeune avocat, nous avait donné lecture de deux lettres que Monatte lui avait adressées au lendemain du procès de 1921, lettres que nous sommes heureux de reproduire aujourd'hui.

Textes qui, en dehors de leur ton confiant et amical, dont on conçoit que le destinataire ait gardé un légitime orgueil, car dans le domaine Monatte ne se prodiguait pas, particulièrement à l'égard des membres du barreau, ont aussi, en tout cas le second, valeur historique. Monatte, en effet, dans celui-ci fait part à son jeune correspondant, des espoirs et des craintes qu'il a pu retirer du fameux congrès de Lille (août 1921), où avait commencé de se dessiner le premier schisme de la C.G.T., consommé l'année d'après par la naissance de la C.G.T.U.

La première lettre — à vrai dire, une simple carte postale —, est du 14 avril 1921. Monatte qui, après le procès, qu'il faut remettre sommairement en mémoire, est allé se retremper dans son Auverge natale, à Monlet, prend date simplement pour un rendez-vousà l'*Humanité:*

Monlet 14-4-21.

Mon cher Paz,

*Mes vacances touchent à leur fin ; nous rentrons après-demain. Rendez-vous à l'*Humanité *lundi à* 7 h 1/2.

Pas eu de veine avec le village natal. Il m'a refusé son soleil et ne m'a gavé que de froid et même de neige. Aujourd'hui que je suis au bout de mes disponibilités de temps et de patience, voilà que le beau soleil paraît vouloir venir.

Tu as été proprement assassiné par les clicheurs, hein ? (Probablement Monatte fait-il allusion ici, à quelque portrait de Paz, publié par l'*Humanité* du temps !)

A lundi et bien amicalement à toi.

P. Monatte.

Revenons donc sur ce procès de 1921, connu dans les annales de l'époque comme celui du « complot » !

« Complot » contre la sûreté de l'Etat, qui entre autres étrangetés, présentait celle-ci de réunir de prétendus comploteurs, qui n'avaient jamais eu aucun concert entre eux, quand ils ne s'ignoraient pas ! Le parquet, à l'instigation d'une police trop imaginative, sinon délirante, avait en effet réalisé un étrange amalgame. Pour conjurer un péril « bolcheviste » plutôt irréel, la France baignant encore dans les délices de sa fausse victoire de 1918, on s'était avisé en haut lieu, dans le courant de 1920, de frapper un grand coup judiciaire qui se fondait surtout sur la peur née des grandes grèves du mois de mai et qui décourageaient ceux qui tournaient leurs espoirs vers Moscou, encore dans sa gloire première, celle d'Octobre 1917 !

Le Parti communiste, le grand, l'immortel, celui que nous connaissons toujours, était encore à naître, et quelques-uns de ceux qui le dirigeront bientôt, tel l'illustre Cachin, encore mal débarbouillés de leur socialisme d'Union sacrée, s'interrogeaient sur le chemin à suivre, celui, naturellement, qui leur assurerait la meilleure carrière éventuelle !

Les autorités, pour faire leur plein de suspects, avaient donc dû chercher ailleurs que dans les rangs proprement dits du Parti encore « socialiste ». Certes, certains des inculpés du procès de 1921, tels Fernand Loriot et Boris Souvarine, comptaient bien dans les adhérents de la « vieille maison », mais c'est plutôt au titre de membres du Comité de la Troisième Internationale, ainsi que Monatte et Monmousseau, celui-ci encore « anarcho-syndicaliste », qu'ils avaient été retenus.

Dans le coup de filet hétéroclite, auquel la police avait procédé, figuraient en deuxième lieu, les membres du Parti communiste, le seul qui pût encore prétendre à l'étiquette, et qu'on désignera dans la suite sous le nom de « petit » Parti communiste pour le distinguer historiquement de l'autre, de l'« authentique », qui verra le jour le 31 décembre 1920, au congrès de Tours. Parti tellement « authentique » qu'il continuera quelque temps de se dire (ainsi que l'*Humanité,* au reste) « socialiste » S.F.I.C. (section française de l'Internationale communiste) !

Ce « petit » Parti communiste, avait été fondé par Raymond Péricat, un vieux syndicaliste du Bâtiment, qui s'était trouvé du bon côté pendant la guerre et s'était rallié d'enthousiasme aux « défaitistes » de Brest-Litovsk, alors que ceux-ci étaient flétris, ou pour le moins boudés, de tout le monde ou à peu près. Ce « groupuscule », comme on ne disait pas encore, n'avait pas été dédaigné de Moscou, si l'on en croit le vieux libertaire Charles-Auguste Bontemps, peut-être le dernier survivant de cette chétive organisation, qui, dans une plaquette de souvenirs, parue il y a peu, à propos de son quatre-vingtième printemps, nous fournit de curieuses lueurs à cet égard. Notamment quant aux propositions financières que leur avait faites de bonne heure un envoyé de Moscou, mais assorties de telles conditions, que le « petit » Parti communiste s'y était refusé !

Qu'on ne se récrie pas sur la vraisemblance d'un tel dire ; en 1919 on faisait feu de tout bois à Moscou, les gros bataillons espérés tardant encore à s'émouvoir. Ne connaît-on pas un discours de Lénine de l'époque, que les presses du Kremlin continuent d'ailleurs de réimprimer pieusement, où Wladimir Illitch fait référence à Georges-Anquetil comme à un bolcheviste de bon aloi ! Anquetil n'étant pourtant déjà que ce qu'il fut toujours, un ruffian de presse, qui ne donnera pourtant le plein de son savoir-faire que quelques années plus tard dans des journaux comme le *Grand-Guignol* et la *Rumeur* et des ouvrages comme *Satan conduit le bal.* Comment Lénine avait-il pu prendre le change sur un tel personnage ? Sur cette simple considération qu'Anquetil avait fondé en 1919, un brûlot très spécial qu'il avait intitulé d'abord le *Bolcheviste,* cela dans l'évidente intention d'épouvanter le bourgeois et de le faire cracher d'autant mieux au bassinet ! Mais la « censure » avait bientôt récusé le titre choisi le jugeant trop attentatoire à l'ordre établi. A quoi habilement Anquetil n'avait pas remédié, se bornant à proposer sa marchandise sous le nom de *Titre censuré* puis de *Titre enchaîné,* raison sociale qui serait totalement oubliée, n'était précisément le discours de Lénine, où le canard est cité comme un honnête véhicule des idées bolchevistes !

Trois membres de la direction de ce Parti communiste miniature, Bott, Sigrand et Rabilloud répondaient donc du « complot » supposé devant les assises de la Seine dans la même fournée que Monatte Loriot et Souvarine, avec lesquels ils n'avaient que lointainement à voir, si même ils avaient à voir ! Mais le pêle-mêle ne s'arrêtait pas là. Un troisième volant de l'acte d'accusation incriminait encore une *Fédération des Soviets,* dans la personne de trois de ses dirigeants Marius Hanot, Emile Giraud et François Lebourg, dont les noms ne doivent plus rien dire à personne aujourd'hui. L'association avait son petit journal *le Soviet,* le même titre que Bordiga avait pris à Naples pour le sien.

Arrêtés durant l'été de 1919, les inculpés devaient demeurer dix mois en prison, leur procès ne s'ouvrant que le 1er mars 1920 pour se clore par un acquittement

général une dizaine de jours après. Ce n'était pas faute pourtant que le ministère public n'y eût mis tout l'acharnement souhaitable, espérant même une relance d'une affaire fameuse qui avait éclaté au plus fort des débats, celle qui fut dite des « chèques » Zalevsky !

Zalevsky, *missus dominicus* sans contredit possible de Moscou, avait été arrêté en France, pourvu de fonds considérables qui étaient déposés à l'*American Express*, et dont, se sentant suspect, il avait cru habile de se délester au travers de chèques multiples tirés au bénéfice de militants connus qui, la tempête passée, les auraient dûment restitués au détenteur légitime ou les auraient fait plus simplement transiter vers les organismes destinataires.

D'où un nouveau scandale, sur des apparences moins ténues, celui-là, que le « complot » ourdi de toutes pièces par la police et la magistrature. Pourtant, il n'en résultait aucune incidence fâcheuse sur le verdict du jury de la Seine. Il est vrai que dans l'intervalle une élection législative partielle avait eu lieu en février 1921 dans le deuxième secteur de Paris et que le jeune parti socialiste - S.F.I.C., n'avait pu moins faire que d'y présenter deux des emprisonnés, Fernand Loriot et Boris Souvarine, alors figures de proue de la « gauche » communiste. Ceux-ci avaient été battus, mais l'affaire avait été chaude, un deuxième tour étant même nécessaire et les candidats du Bloc national ne l'emportant qu'au prix d'une mobilisation totale de la droite jusqu'à l'*Action française* inclusivement ! Néanmoins, on peut penser que les jurés à leur manière avaient participé au scrutin par leur verdict d'absolution.

Parmi les avocats qui assuraient la défense des inculpés — des chevronnés, comme Oscar Bloch, qui avait courageusement défendu Cottin, l'« assassin » de Clemenceau, devant le conseil de guerre ; des impétueux comme Henry Torrès, dont les commencements remontaient déjà à plusieurs années — Maurice Paz n'était encore qu'un impétrant tout neuf, à peine émoulu du noviciat que le Palais décore du nom de stage. Pourtant il devait faire impression dans la défense de Monatte au point qu'un journal du temps, vaguement radicalisant, l'*Evénement* du 15 mars 1921, notait ses jeunes débuts en ces termes : « Quand un nouveau talent se lève à l'horizon, il convient de le saluer sans réticence ; tout au plus peut-on déplorer qu'il soit tout entier dévoué à une cause qui n'est pas la nôtre. Or Me Paz est certainement aussi communiste que son client Monatte. Il ne l'a d'ailleurs nullement caché, et débuta sa plaidoirie par ces mots qui précisèrent bien sa pensée : *« Ce ne » sont pas les hasards de la clientèle mais les devoirs » sacrés de l'amitié qui m'amènent à cette barre... »*

Amitié, dont il y a lieu de croire qu'elle s'était nouée sur la fin de la guerre, le rayonnement de Monatte étant alors peut-être plus grand qu'à aucune autre époque, en raison de son attitude d'opposition à la folie universelle, courageusement manifestée dès 1914 ! Amitié qui ne se démentira plus et par fidélité à laquelle Paz s'imposera certains renoncements, tel celui de n'être jamais candidat à une élection quelconque, ainsi qu'il nous l'a confessé dans son intervention émue, lors de notre repas anniversaire. C'est encore par souci de ne pas manquer à cette solidarité première, que Paz, ayant rejoint dans la suite le parti socialiste, rompra avec Blum, qui lui voulait pourtant tout le bien possible, quand celui-ci, talonné et stimulé par les staliniens, tournera à la politique de guerre et de surarmement.

Dans l'intervalle, Paz avait été aussi « trotskyste », revêtant même, un des premiers, une « étiquette » qui a connu depuis des épanouissements, insoupçonnables alors. Dans cette façon d'être hérétique, peut-être n'était-il pas interdit de voir encore quelque influence monattienne. Les deux hommes étaient apparus liés dans plusieurs circonstances, au cours de leur commun passage dans le « parti », au point d'irriter Louis Sellier, un conseiller municipal de Paris, bientôt du genre faisan-faiseur, mais alors un des chantres éminents de la « bolchevisation », qu'on commençait d'acclimater dans les années 1924-25.

Ce long détour sur le procès de 1921 et ses suites achevé, nous en venons à la seconde lettre de Monatte à Paz. Elle est encore du temps des illusions, même si elle laisse filtrer que la partie n'est pas gagnée et qu'il reste beaucoup à faire. La lutte n'est encore que contre Jouhaux et tous les syndicalistes d'Union sacrée, qu'il s'agirait de bouter hors de la C.G.T.

Il y a encore apparence chez les assaillants, groupés dans les C.S.R. (*Comités syndicalistes révolutionnaires*) mais eux aussi sont promis à une prompte discorde, en raison du totalitarisme dévorant de la naissante I.S.R. (Internationale syndicale rouge), vouée à la destruction, par essence même, de tout ce qui n'était pas pleinement et inconditionnellement pro-soviétique.

Laissons Monatte confier à Paz ses impressions du congrès de Lille, celui au cours duquel Lecoin, qui faisait partie de la minorité révolutionnaire, avait dû tirer quelques coups de revolver, en manière de protestation contre les matraqueurs de Rivelli, le secrétaire de la Fédération des Inscrits maritimes, qui prétendaient faire régner l'« ordre » jouhautiste dans le congrès :

Paris, le 5 août 1921

LA VIE OUVRIERE
Journal hebdomadaire
96, Quai Jemmapes, 96
Paris Xe

Mon cher Paz

C'est en rentrant seulement que j'ai trouvé ta lettre. Où es-tu en ce moment ? A tout hasard je t'écris rue d'Aumale avec l'indication de faire suivre.

Je suis rentré de Lille esquinté et content. Tu parles d'émotions. Pas un congrès, une caverne de brigands. Je n'attendais pas le succès tu le sais et notre enjambée est même plus grande que je ne prévoyais. S'ils ne font pas la scission c'est la victoire solide et complète au prochain congrès.

Mais ils ont bien l'air de vouloir tenter le coup. Ça sent les préparatifs de la cassure ; les démarches de Bidegaray pour le séquestre, le cramponnage de Merrheim, celui de Jouhaux dont on avait annoncé le départ, etc.

Advienne ce que pourra ! Dans l'un ou l'autre cas nous tiendrons tête.

Ma femme est remise et songe à partir d'Auvergne où j'irai la retrouver vers le 25 août. Il me tarde de me fourrer dans les bois et d'oublier Paris, Lille et tout notre casse-tête.

J'ai oublié de te dire que j'avais reçu du procureur général l'autorisation de retirer mes papiers de la perquisition. Dois-je t'attendre ?

Bonnes amitiés. *P. Monatte.*

Texte qui, au delà de son intérêt historique évident, appelle peut-être aujourd'hui d'autres réflexions, à la lueur de ce que nous avons connu, de ce que Monatte lui-même devait encore connaître, du syndicalisme d'inféodation strictement communiste !

Question que nous ne résoudrons pas, insoluble au demeurant, l'histoire ne se recommençant pas : que fut-il advenu de la C.G.T., débarrassée de Jouhaux en 1922 et livrée graduellement sinon d'emblée aux bolchevisateurs, comme il est permis d'augurer qu'il en serait arrivé, après un interrègne possible mais éphémère de ceux qui, comme Monatte et d'autres, rêvaient d'un retour aux sources, autrement dit à la C.G.T. de 1906 et de la Charte d'Amiens ?

N'oublions pas, en effet, malgré toutes les effusions sur l'unité retrouvée de 1935, que celle-ci ne fut possible, au-delà de ses raisons apparentes, de ses raisons prétendues, que parce que, à cette date, les drôles de « cocos » de la C.G.T.U. se retrouvaient momentanément sur les vieilles positions social-patriotiques du Jouhaux de 1914, sauf même à prendre un ton forcené que celui-ci n'aurait jamais osé tenir, au plus triste de sa collaboration de guerre !

A.C.

Les comités d'usine en Espagne

En annexe de son article du dernier numéro, Pierre Rimbert avait joint la traduction d'extraits significatifs du bulletin d'avril de l'U.G.T. (Union générale des travailleurs espagnols). Voici cette traduction.

Les comités ouvriers d'usine naissent de la nécessité qu'ont les travailleurs de créer des organismes de classe indépendants de toute institution du système capitaliste et du régime espagnol actuel.

Pour cela, nous concevons et croyons que les comités ouvriers d'usine doivent être des organismes unitaires de classe, c'est-à-dire qui groupent tous les travailleurs conscients de la nécessité de lutter contre l'exploitation capitaliste et contre l'Etat fasciste, qu'ils soient ou non affiliés à des organisations politiques ou syndicales.

Les comités ouvriers d'usine sont et doivent être l'expression d'une organisation unitaire de classe créée pour et par les travailleurs pour la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Dans les comités d'ouvriers d'usine se développe la conscience et la nécessité que les travailleurs s'organisent eux-mêmes, se développe la responsabilité à travers une participation consciente et démocratique, renforçant la conscience de classe au niveau de la combativité et de la force ouvrière.

Les tâches fondamentales des comités ouvriers d'usine, nous pouvons les résumer comme suit :

— Avoir une connaissance claire et totale des problèmes qui concernent la classe ouvrière à tout moment de chaque entreprise.

— Faire des études détaillées de l'entreprise, atelier, etc., études qui doivent comporter : la composition du capital de l'entreprise, les bénéfices et leur répartition, le nombre d'ouvriers, le statut de l'entreprise, les salaires, le coût de la vie, la sécurité, les transports, les secteurs de grande importance de l'entreprise.

— Organiser la distribution des feuilles d'information et de formation en accord avec les études réalisées et des problèmes socio-politiques et économiques.

— Prévoir et préparer les conditions permettant la grève ou n'importe quelle action à réaliser, considérer et analyser la situation à tout moment afin de poursuivre l'objectif requis.

— Avoir à tout moment un contact rapide avec la base qui n'est pas organisée dans les comités.

— Organiser des assemblées dans lesquelles est facilitée la participation de tous les travailleurs de l'entreprise et dans lesquelles on discute des problèmes actuels.

— Organiser les piquets de grève.

— Tenir compte de la répression que le régime exerce sur tout mouvement ouvrier et donc de maintenir le maximum de normes de clandestinité afin de ne pas entraîner la désarticulation des comités...

— Maintenir la coordination et l'unité avec les comités et autres organismes des autres entreprises et lieux de travail afin d'étendre la lutte...

— Elaborer des plates-formes revendicatives à tout moment...

Le comité ouvrier d'usine doit être un organe autonome de la classe ouvrière...

En définitive les comités ouvriers d'usine sont les organes qui portent en eux le développement de la démocratie ouvrière, ils sont le germe du contrôle et de l'autogestion socialiste de la production et de la société.

Tout ce qu'on a dit concernant les comités ouvriers d'usine est valable pour les comités de quartier...

Tout cela doit permettre l'élargissement de la lutte de l'usine au quartier et à la société en général, permettre la coordination de toutes les luttes et permettre la grève générale révolutionnaire en coordination avec les autres organisations ouvrières.

Voilà quelle est la perspective révolutionnaire de l'Union générale des travailleurs d'Espagne. On voit qu'en raison de la dictature franquiste elle passe par une voie qui porte en elle une action violente et peut-être insurrectionnelle.

PARMI NOS LETTRES

L'AFFAIRE PLIOUCHTCH

Notre ami G. WALUSINSKI nous communique plusieurs documents concernant *Leonid Pliouchtch,* mathématicien russe, aujourd'hui interné dans un hôpital psychiatrique « spécial ». Son crime est d'avoir, en janvier 72, pris la défense de deux intellectuels, Guinzbourg et Galanskov (ce dernier étant depuis décédé dans un camp). Pliouchtch fut licencié de l'Institut de cybernétique de Kiev où il travaillait et sa femme perdit ensuite son poste d'enseignante. Il fut arrêté, emprisonné, puis « jugé » à huis clos, un an après. Pour « manifestations d'idéaux réformateurs et messianisme élémentaire » (!) il fut condamné à l'internement sans limite dans un hôpital dépendant du ministère de l'intérieur.

Un comité international s'est constitué pour sa défense. Le 23 avril dernier, une conférence de presse a eu lieu à Paris, à l'Institut Henri-Poincaré Elle fut présidée par le professeur Henri Cartan et avec la participation de Laurent Schwartz, tous les deux éminents mathématiciens français.

Laurent Schwartz a rendu compte de la démarche faite auprès de l'ambassade de l'URSS à Paris, par une délégation du Comité international et par Amnesty International. Un attaché de presse de l'ambassade a simplement répondu qu'il s'agissait «d 'une affaire intérieure à l'URSS ».

Au cours de cette conférence de presse a été lu un message du mathématicien russe *Igor Chafarévitch* qui réside actuellement à Moscou. Voici le texte de ce message :

« *Il y a des hommes dont la destinée est d'aller au-delà des limites de leur passé ou de leur environnement. Ils acquièrent une force de généralisation et deviennent des symboles. Le nom du Général Grigorenko a été un tel symbole depuis cinq ans. C'est maintenant le cas pour le mathématicien Pliouchtch.*

Il est déjà depuis près de deux ans dans un hôpital psychiatrique et y subit de force un traitement. Il est interné dans le pavillon réservé aux cas les plus sérieux et entouré de malades agressifs. Mais ce n'est pas le plus épouvantable ; il est soumis à un traitement par toutes sortes de substances chimiques qui ont un effet pernicieux sur son état. Ceux qui sont passés par là affirment qu'aucun mot ne peut traduire l'horreur de leur expérience.

Tous ceux qui ont connu Pliouchtch auparavant le décrivent comme un homme tout à fait équilibré, ayant un grand éventail d'intérêts, un interlocuteur intelligent avec lequel on avait plaisir à parler. Personne n'avait jamais eu le moindre doute sur sa santé mentale. Et si même il y avait eu une raison médicale pour lui imposer un traitement, pourquoi ne pas le prouver aux milliers de gens qui l'ont défendu en invitant un psychiatre étranger impartial ?

Bien sûr, il y avait dans le comportement de Pliouchtch certaines déviations par rapport aux normes acceptées dans notre pays. Ces déviations résidaient dans le fait d'écrire des articles dans lesquels il cherchait à réconcilier ses convictions marxistes avec les exigences de sa conscience, avec les choses qu'il voyait de ses propres yeux. Et plus encore dans le fait que sa signature figurait avec celles d'autres personnes dans un appel à l'ONU protestant contre les violations des Droits de l'Homme dans notre pays. Seule une poignée de ceux qui ont signé cette lettre ont évité le procès, la prison ou l'hôpital psychiatrique. Mais ces quelques exceptions vivent à Moscou. En province, et c'est là que vit Pliouchtch, pas un seul d'entre eux n'a pu y échapper. Leur propre sort a été une illustration de leur lettre.

Vous tous qui vous sentez concernés par le sort de Pliouchtch, vous êtes unis, non par des partis, des classes sociales ou des intérêts nationaux, mais seulement par le désir de sauver une vie humaine, physique et mentale. La force et la portée de votre entreprise sont un rayon d'espoir dans notre époque amère. Mais vous défendez beaucoup plus que simplement un homme. Vous défendez tous ceux qui sont dans la même situation, qui sont tombés dans le même malheur, mais dont les noms ne vous sont pas connus. C'est pourquoi, j'en suis convaincu, votre effort ne restera pas non plus sans importance pour vous-mêmes. Le sort symbolique de Pliouchtch est une leçon qui peut vous aider à comprendre votre propre vie, à réévaluer votre avenir, l'avenir de vos enfants, votre pays et tout le genre humain. »

Moscou, le 20 avril 1975.

AU SECOURS DES ENFANTS-OTAGES TCHECOSLOVAQUES

de Félix RIVIERE (Var)

J'ai lu le dossier des enfants-otages tchécoslovaques (1). *Voilà des jours que je retourne la question.*

Comment s'y prendre pour aboutir d'urgence à cette libération ?

« Les parents tchécoslovaques, privés de leurs enfants, souhaitent l'appui de toutes les personnes qui auront été informées. De toutes, à l'exclusion bien entendu de celles que laissent sans révolte ou sans indignation les violations et les crimes perpétrés sous la responsabilité des dictatures du Chili, du Sud-Vietnam, de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne, etc... ».

De quoi s'agit-il ? D'une chose toute simple en principe et terriblement difficile en pratique. Il s'agit de permettre aux enfants d'émigrés du « Printemps de Prague » de rejoindre leurs parents là où ceux-ci ont jugé bon de résider.

Quelques centaines d'enfants (au moins 142, *peut-être autour de* 300) *rejoignant leurs parents, ne sauraient mettre en danger le régime tchécoslovaque. Au contraire il semble que celui-ci, en adoptant à ce sujet une attitude humanitaire, mettrait, sur ce point, ses principes en pratique.*

Que faire pour mettre fin à ce supplice intolérable pour les enfants et les parents séparés, et qui n'en finit pas de durer, peut-on rester insensible devant ce drame ? A-t-on le droit de rester neutre ?

Il s'agit d'enfants et de parents.

C'est pourquoi je m'adresse à la Fédération Cornec de Parents d'élèves. Celle-ci peut, après avoir étudié le dossier et pris position, le soumettre au CNAL où se trouvent rassemblés outre cette fédération, celles des Œuvres laïques, celle de l'Education Nationale et les Syndicats d'Enseignants.

CES « COCOS »-LA..

du vieux retraité Julien LECOCQ (de Neuilly-sur-Marne):

« La crise, quelle bonne aubaine pour le parti communiste ! S'il n'y avait pas assez de chômeurs, il en fabriquerait !

... Body a combien de fois raison (voir « la R.P. » n° 612) quand il dit que, de tous nos adversaires, le plus impitoyable, c'est le parti communiste... Les socialistes ont bonne mine de marcher au pas dans les cortèges avec ces cocos-là...

C'est pourquoi je ne comprends par la R.P. quand, dans ce même numéro, elle fait de la publicité pour Arlette Laguiller. Les trotskystes sont leurs cousins germains.

La R.P. aurait mieux fait de parler, à cette place, de Ferdinand Charbit qui a tenu très longtemps la direction de la R.P. : un vieux copain discret, sincère et franc, une personnalité qui n'a pas recherché les intrigues politiques, comme beaucoup d'autres... ».

SUR LA SITUATION DANS LES P.T.T.

de Lucien COMBATZ (Paris)

Je m'aperçois en lisant mon dernier papier dans la R.P., que j'ai fait une malencontreuse « coquille » à propos des sacs manipulés par un manutentionnaire dans la région des ambulants.

Il ne s'agit pas de 230 kg mais d'un poids bien plus considérable.

En 10 h un préposé manie environ 100 chariots.

Chaque chariot contenant 30 sacs à 20 kg chacun. Ce qui fait 3.000 sacs ou 60.000 kg, 60 tonnes.

Bien entendu il s'agit de ce qui est fait aux postes de travail les plus durs selon les normes « optima » désirées par l'administration. Cela n'empêche absolument pas un autre agent de la même catégorie d'avoir — parfois pas très loin — un travail plus « pépère », pour la même rétribution.

Le chiffre peut sembler considérable. Il l'est moins si l'on sait que la technique utilisée date de 1830, et que faute de pouvoir en changer les conditions chacun « fuit » ces postes de travail qui échoient aux malchanceux, aux débutants, aux auxiliaires ou aux « punis ». Comme il n'y a pas de « volontaires », l'administration comble les effectifs déficitaires en attribuant à un seul le travail de plusieurs, faute de remettre en cause les structures des postes de travail, de réévaluer les conditions d'emploi, ou de déplacer ici des effectifs libres là.

L'administration locale n'a pas les coudées franches vis-à-vis de l'administration centrale quand il s'agit de modifier quelque chose. Celle-ci est tributaire de considérations financières et se retranche derrière le budget.

Finalement, les structures actuelles des P.T.T. font que les modifications de fond, même secondaires, sont mises au niveau des affaires d'Etat.

En outre les syndicats, gardiens des privilèges acquis, sont très vigilants sur ce point. Même si ces privilèges ont fini par s'exercer au détriment d'une autre catégorie.

LE COMITE DES URUGUAYENS RESIDANT EN ARGENTINE

nous informe par une lettre de Buenos-Aires du 18 avril 1975 :

Le camarade **HUGO CORES** est disparu à Buenos-Aires depuis le 15 avril dernier.

HUGO CORES est une grand militant syndicaliste. Il fut, en Uruguay, le vice-président de la Convention Nationale des Travailleurs.

Pour ses activités syndicales, il fut persécuté en Uruguay et il vint s'établir en République Argentine, son pays d'origine.

La Police Fédérale ne le laissa pas tranquille. Sa disparition depuis le 15 avril, ne s'explique ni pour sa famille ni pour ses amis. Toutes les démarches faites auprès des différentes autorités n'ont donné aucun résultat.

Le Comité nous demande de joindre notre voix et notre protestation à celles de nombreux organismes internationaux pour que le silence soit rompu sur la disparition du camarade **HUGO CORES**

Nous répondonc à cet appel de solidarité.

---

(1) Voir la Révolution Prolétarienne de mars 75, p. 6-42, en notant bien toutefois qu'en ce qui concerne le dossier des enfants-otages, il faut s'adresser à Véronique Chabrol, 277, rue de Vaugirard, 75015 Paris. C.C.P. 33 993 82 La Source. La brochure : 2 F.

PIERRE KROPOTKINE, le prince anarchiste

(suite et fin)

Dans son étude sur Kropotkine, Roger Hagnauer en était arrivé aux rapports de Kropotkine avec le syndicalisme révolutionnaire. Voici la fin de son étude :

Mais si *la spontanéité populaire* est à l'origine de toutes les thèses socialistes et anarchistes, l'indépendance du syndicalisme, le maintien dans la lutte directe contre le capitalisme ne s'obtient pas automatiquement. Il faut que demeurent, conscients et vigilants au sein des syndicats ceux qui persévèrent dans la ligne fondamentale et réagissent ainsi contre « *l'inertie d'éléments peu formés* ». C'est là une conception des minorités agissantes » que nous avons retrouvée chez Monatte et qui n'a rien de commun avec les consignes « *d'encadrement de la classe ouvrière* », appliquées par les zélateurs des cultes léniniste, staliniste, maoïste... ou trotskyste.

Kropotkine ne rejetait pas l'éventualité d'une prise du pouvoir politique et l'installation d'un gouvernement révolutionnaire. Mais cette solution n'était pour lui qu'une transition strictement limitée dans le temps. Car : « *les tentatives faites en vue de consacrer une Révolution, en établissant une autorité ne font qu'arrêter le développement ultérieur et inaugurer le processus de régression. Tout gouvernement tend à cristalliser le progrès au point de développement où lui-même est arrivé et alors, par la résistance à tout autre changement, il cherche à devenir le rempart d'où la contre-révolution peut partir* ». Ainsi parlait notre *Albert Camus* pour qui « *le révolutionnaire qui ne reste pas un révolté, même après la Révolution, devient un fonctionnaire ou un policier* ». La révolte, vertu des peuples libérés et des esprits libres ne pouvant servir d'alibi aux organisateurs de purges périodiques n'obéissant à des aspirations populaires que le temps de procéder à des changements d'équipes dirigeantes.

Kropotkine avait consacré à la *Grande Révolution française* un ouvrage singulièrement apprécié par *Henri Sée*, l'un des meilleurs historiens de l'évolution économique et des origines du capitalisme moderne, qui avait été frappé par la lucidité du « prince anarchiste » décelant sous la violence des agitations de surface, les mouvements populaires profonds, générateurs de toutes les actions efficaces, causes de tous les effets durables. Ayant compris ainsi la genèse, le développement, les succès et les échecs de la Révolution française, Kropotkine a pressenti les tragiques déceptions que nous ont réservées les révolutions dites socialistes d'aujourd'hui. Et ceux qui se refusent à juger ce qui se fait de notre temps à la lumière des anticipations de naguère, pourraient bien en fin de compte se classer parmi les contre-révolutionnaires, quelles que soient la sincérité et la ferveur de leur foi révolutionnaire.

LA GRANDE ABERRATION DE 1914

Mais notre hommage à Kropotkine ne peut couvrir du voile de l'ignorance ou de l'oubli prémédité ce que nous jugeons encore comme la plus grande défaillance dans cette vie aussi riche et ce magnifique apostolat. C'est l'adhésion consciente et intransigeante de Kropotkine à la politique belliciste, favorable à la Triple-Entente de 1914 (2).

Ce fut certainement pour nos vieux guides : Monatte et Rosmer, un douloureux déchirement, d'autant plus pénible qu'ils virent aux côtés de Kropotkine leur ami au passé noble et édifiant : James Guillaume dont la germanophobie s'affirma virulente et implacable contre tous ceux — tels *Monatte, Rosmer, Malatesta...* qui entendaient demeurer fidèles à l'internationalisme ouvrier.

Mais, on pouvait en souffrir, sans en être surpris. Car déjà, dans les premières années du XXe siècle, lorsque se précisaient les menaces de guerre européenne, Kropotkine avait pris parti contre l'antimilitarisme et l'antipatriotisme de Gustave Hervé et des leaders de la C.G.T. Pour lui, malgré ses vices et ses crimes, la République française, héritière de la Grande Révolution, devait être défendue... malgré l'alliance avec la Russie, compte tenu de l'Entente cordiale avec *la Grande-Bretagne, terre de toutes les libertés.*

Kropotkine, défenseur des petits peuples opprimés par les nations impérialistes, jugeait légitimes les aspirations pro-serbes de la Bosnie-Herzégovine... annexée frauduleusement par l'Autriche-Hongrie (on sait que c'est dans ce pays, à Sarajevo que fut engagé, par l'assassinat du prince héritier du trône d'Autriche-Hongrie et de son épouse, le processus menant à la première guerre mondiale).

Mais ce qui animait Kropotkine et James Guillaume, c'était une germanophobie presque viscérale. Bakounine avait cédé au même entraînement. C'est que la proximité et l'exemple de la Prusse (l'*Etat parfait*, selon Hegel) avaient contribué à renforcer l'autocratie tzariste. C'est que la « savantasserie » des docteurs allemands, marxistes intransigeants, irritait les esprits libres nourris des légitimes griefs de Bakounine contre le dominateur omniscient de la Première Internationale. Aberration que l'on peut expliquer, non justifier. Parti-pris et préjugé exclusif que l'on retrouve aussi bien dans l'antisémitisme de certains auteurs révolutionnaires, que dans « l'anti-américanisme » forcené des gaullistes et des gauchistes d'aujourd'hui. Le *Mal* était allemand pour Kropotkine... comme il est *américain* ou *juif* pour quelques-uns qui ne compensent pas ce lourd passif par le lumineux actif que Kropotkine nous a laissé.

C'est très probablement à Kropotkine que nous devons la fameuse déclaration dite des Seize. En fait il n'y eut que quinze signatures, mais le dernier avait fait suivre son nom de celui de sa résidence que l'on prit pour un seizième nom. Celles de quinze représentants de l'Anarchie, justifiant la « Guerre du Droit » contre le militarisme allemand.

LA REVOLUTION RUSSE

On incrimine aussi Kropotkine pour son attitude, en face de la Révolution de 1917. Qu'il ait salué la Révolution de mars et décidé immédiatement de retourner dans sa patrie, libérée du tzarisme ; qu'il ait condamné la propagande de Lénine en faveur de la paix immédiate... c'était tout à fait normal.

Mais ne pouvait-il se féliciter de voir les paysans et les ouvriers... appliquer spontanément son vieux mot d'ordre : *la Terre aux paysans, l'usine aux ouvriers !*

On sait que les bolcheviks furent quelque peu surpris par ces initiatives populaires, et qu'il leur fallut quelque temps pour imposer leur conditionnement autoritaire aux soviets de villages et d'entreprises.

Brest-Litovsk ne pouvait que soulever l'indignation de Kropotkine. Mais cette échéance dépassée, la paix européenne rétablie après la défaite allemande, il restait simplement le témoin vigilant et lucide de la Révolution d'Octobre. Il fut toujours adversaire des interventions

---

(2) Kropotkine souffrait depuis le début du siècle, d'une santé terriblement compromise par les excès de travail. Sans doute avait-il gardé toute sa lucidité. Mais il devint beaucoup plus sensible, nerveux et irritable. D'aucuns, qui furent ses conseillers trop empressés, ont peut-être bénéficié de cette faiblesse.

étrangères. Il attendait de l'action du peuple russe la fin de la dictature dite du prolétariat. Et tout naturellement il fut le défenseur de tous ceux — anarchistes et esprits libres — qui subissaient déjà la répression menée par la *Tcheka* de sinistre mémoire.

Lénine respectait... sincèrement et aussi par opportunisme... celui qui apparaissait encore comme le *grand-père* de la Révolution. Le gouvernement et la police du Tzar n'avaient pas touché à *Tolstoï*, mais ils avaient persécuté tous ses correspondants. Ainsi le gouvernement bolchevik assurait la sécurité personnelle de Kropotkine, mais commençait à pourchasser tous ceux qui venaient le consulter.

Car Kropotkine n'entendait pas demeurer passif et silencieux. Il intervint fréquemment auprès de Lénine lui-même pour la défense des victimes de la Tcheka. Et sa dernière protestation lorsque le gouvernement soviétique décida de considérer comme otages les familles des opposants prend aujourd'hui une singulière résonance.

« *J'ai lu aujourd'hui dans la* Pravda *un communiqué officiel du Conseil des Commissaires du peuple, selon lequel il a été décidé de prendre comme otages divers officiers de l'armée de Wrangel. Je ne puis pas croire qu'il n'y ait pas autour de vous un seul homme pour vous dire que de telles décisions rappellent le plus sombre moyen âge, la période des Croisades. Vladimir Ilitch, vos actions réelles sont entièrement indignes des idées que vous prétendez défendre.*

« *Est-ce possible que vous ne sachiez pas ce que c'est effectivement qu'un otage ? — un homme emprisonné non pour un crime qu'il a commis, mais seulement parce qu'il convient à ses ennemis de faire du chantage à l'égard de ses compagnons. Ces gens-là doivent avoir très exactement les sentiments de condamnés à mort à qui des bourreaux inhumains annoncent chaque jour à midi que leur exécution a été renvoyée au jour suivant. Si vous admettez de telles méthodes, on peut envisager qu'un jour vous ferez usage de la torture ainsi qu'on le faisait au moyen âge.*

« *J'espère que vous ne me répondrez pas que le pouvoir est un devoir pour les politiques, et que toute atteinte à ce pouvoir doit être considérée comme une menace dont on doit se protéger à n'importe quel prix. C'est là une opinion que ne soutiennent même plus les rois ; les chefs des pays où existe encore la monarchie ont abandonné depuis longtemps les moyens de défense qu'on introduit maintenant en Russie par la prise d'otages.*

« *Comment pouvez-vous, Vladimir Ilitch, vous qui vous vantez d'être l'apôtre de vérités nouvelles et le créateur d'un Etat nouveau, donner votre assentiment à l'application de méthodes aussi répugnantes, aussi inacceptables ? Une telle mesure équivaut à avouer publiquement que vous restez fidèle aux idées d'autrefois.*

« *Mais, peut-être, la prise d'otages n'a-t-elle pas pour but de sauver votre œuvre, mais votre vie ? Etes-vous si aveuglément prisonnier de vos idées autoritaires que vous ne vous rendiez pas compte que, placé à la tête du communisme européen, vous n'avez pas le droit de souiller les idées que vous défendez par des méthodes honteuses, des méthodes qui ne sont pas seulement la preuve d'une monstrueuse erreur, mais aussi d'une crainte injustifiable pour votre propre vie ?*

« *Quel avenir est réservé au communisme si l'un de ses plus importants défenseurs foule ainsi aux pieds les sentiments les plus honnêtes ?* »

LE MORALISTE

On ne peut lire sans émotion ce dernier message de Kropotkine écrit en 1921, alors qu'il se savait isolé, surveillé, alors que se découvrir des amis, c'était offrir des cibles vivantes à une police plus brutale et plus efficace que l'Okhrana.

Nous consentons à discuter la doctrine de Kropotkine et ses anticipations. Ce qui nous paraît indiscutable en lui, c'est *le moraliste*. Non qu'il fut un défenseur de la morale officielle... de la *morale close*, définie par Bergson, visant à la conservation de ce qui existe. Il a pratiqué toute sa vie, au contraire, la morale du dépassement, celle des héros et des saints (toujours selon Bergson).

On peut discuter l'opération intellectuelle par laquelle Kropotkine cherche à justifier les thèses anarchistes, par des aperçus biologiques sur l'*Entr'aide*, facteur de survivance des sociétés primitives. Comme on peut discuter ses conceptions utopiques sur les libres communautés de base.

Mais lorsque *Jean-Paul Sartre* oriente toute sa philosophie par cette brillante sentence « *l'Homme est condamné à la liberté* », il n'est pas certain que celle-ci s'accorde avec les expériences et découvertes de la psychologie et de la sociologie contemporaines. La biologie et l'Histoire ne confirment peut-être pas non plus les thèses de Kropotkine.

Mais le moraliste trouve son compte dans l'existentialisme proclamant que l'on doit s'engager jusqu'à ce que la Mort fixe définitivement notre destin.

On n'est pas un héros ou un lâche une fois pour toutes. Il faut se renouveler jusqu'à la fin et chaque engagement implique une nouvelle qualification.

De même les darwinistes « archéos ou néos », les savants qui découvrent l'importance de l'instinct d'agressivité peuvent contester l'entr'aide biologique. Mais là encore s'il s'agit d'une vertu conquise, si la liberté des associations n'est concevable qu'après une longue évolution... c'est bien une morale qui s'impose à nous... et qui doit à certaines heures dominer toutes les nécessités même révolutionnaires.

Il faut des révolutionnaires qui paraissent des « intrus » dans la société moderne, par leurs vertus profondes, inaltérables. Kropotkine subissait le terrorisme, sans adhésion du cœur. Il condamnait la reprise individuelle, les expropriations à main armée, même entreprises pour la Cause (on sait que ce sont là les premières actions auxquelles a participé le révolutionnaire professionnel Joseph Staline). Il réprouvait les finasseries, les mensonges vitaux, les manœuvres opportunistes — et toute sa vie est une violente contradiction de la hideuse formule : *la fin justifie les moyens.*

C'est en cela surtout que nous retrouvons chez *le prince anarchiste* cette vertu humaniste qui dominait chez *Pelloutier* comme chez *Monatte.*

Celui-ci concluait un de ses articles (reproduit dans son ouvrage : *Trois scissions syndicales*) par deux répliques d'un dialogue imaginé entre Warvick et Jeanne d'Arc : « *Qui réussit a raison — Non ! qui a raison réussit* ».

Seulement le succès tel que Monatte le concevait, que Kropotkine et Pelloutier l'avaient conçu, ne peut satisfaire les ambitions sordides et s'accorder avec les impostures démagogiques. Il ne conduit pas dans les avenues du Pouvoir politique. Il peut même aboutir au triomphe du martyre, c'est-à-dire au plus éclatant des témoignages.

Roger HAGNAUER.

« Aussi longtemps que l'on enseignera aux hommes le mépris de la vie humaine, aussi longtemps qu'on leur dira qu'il est bon de tuer pour ce que l'on croit utile à l'humanité, de nouvelles victimes seront ajoutées aux autres, même si les gouvernants devaient guillotiner tous ceux qui se mettent du côté des pauvres... »

(lettre à Georges Brandès) Pierre KROPOTKINE.

Pour tenter d'y voir clair

De la bande Baader aux "brigades rouges" italiennes

Barrué. en février dernier, faisant écho au **Monde libertaire**, a protesté ici contre l'appellation impropre d'anarchistes communément accolée aux membres de la bande Baader-Meinhof ou à leurs exploits par la presse du monde entier. Protestation faite dans un simple souci d'exactitude historique et de clarté dans les mots qui n'emportait aucun jugement de valeur, mais qui demeurera probablement vaine. Les événements survenus depuis (enlèvement du leader démo-chrétien Peter Lorenz à Berlin et tragédie de Stockholm) auront permis de revenir sur la thème et d'enchérir sur l'épithète, la seule sans doute jugée assez lourde d'infamie pour rendre tout l'opprobre dont il convient de charger les **desperados** allemands !

Pourtant si une étiquette ne prêtait pas précisément à une analogie pareillement infondée, c'est bien celle que se sont donnée les terroristes groupés autour de Baader ! « **Rote Fraktion Armee** » (Fraction de l'Armée rouge), voilà en effet qui, si les mots eurent jamais un sens, n'a pas une particulière résonance libertaire, et on doutera que des compagnons s'assemblant pour des entreprises désespérées s'abritent jamais d'une telle désignation, la dernière même qu'ils pourraient choisir !

Nous admettrons que les Allemands, pourtant experts dans la fabrication des mots composés aient eu quelque difficulté à dériver d'une expression comme **Fraction de l'Armée rouge**, le qualificatif d'un seul tenant qui eût suffi pour marquer l'appartenance à l'organisation.

Mais pourquoi, à défaut d'un terme parfaitement approprié, recourir à des approximations abusives, que récusent les intéressés directs, quand il n'était que de leur rendre simplement leur titre de communistes, qu'ils n'ont jamais dissimulé et proclament fièrement chaque fois qu'il leur est donné ? D'ailleurs ne font-ils pas référence constante dans leurs écrits à Marx, à Lénine ? Quelquefois à Guevara et aux Tupamaros, en tout cas jamais à Bakounine.

Sans doute le mot « communiste » a-t-il maintenant des acceptions fort diverses, des plus académiques aux plus inquiétantes, et il reste fort douteux que MM. Marchais ou Berlinguer puissent l'entendre de la même oreille que Baader et ses amis. Et c'est peut-être pour nous épargner toute méprise que policiers, magistrats et journalistes allemands, bientôt imités par tout l'univers, ont trouvé plus expédient de baptiser « anarchistes » des gens qui ne le sont pas et n'ont jamais prétendu l'être ! Impropriété de termes qui a peut-être aussi le bénéfice pour les autorités de produire un premier effet d'épouvante sur l'esprit public, dont on ne serait pas assuré tout à fait sur la seule qualité de « communistes », celle-ci fût-elle aggravée de toutes sortes d'adjectifs péjoratifs !

En Italie, où les organisations conçues à l'image de celle de Baader, sont déjà légion, et qui se disent toutes « communistes », comme la grande sœur allemande, il y aurait plus d'honnêteté dans le vocabulaire, en tout cas en ce qui les concerne les anarchistes. Aucune assimilation n'a jamais été faite en effet jusqu'alors entre ceux-ci et les membres desdites associations. Et si des spéculations de mots sont néanmoins tentées, c'est plutôt pour jouer de l'équivoque du mot « communistes » réclamé à peu près universellement, par tous les terroristes de là-bas ! Confusion qui met en rage le grand parti de masses transalpin, qui ne tient pas à voir son image de marque ternie, surtout dans le temps où il rêve de « compromis historique » avec la démocratie chrétienne, par des identifications sournoises que des malveillants pourraient faire, sur la foi d'une commune étiquette, entre lui et des bandes réputées « criminelles » ! Surtout qu'il a déjà suffisamment à faire, avec la soixantaine de partis ou de fractions, tous s'étiquetant « communistes » et qui s'agitent à ses frontières sous le nom générique de « Gauche extraparlementaire », sans compter encore avec des organisations de hors-la-loi qui semblent se multiplier tous les jours. Car il n'est pas question là-bas de simplicité linéaire comme dans l'Allemagne de Bonn, où une seule bande à Baader suffit à la désolation générale ; l'Italie dans son fédéralisme instinctif est en passe, elle, d'en répertorier déjà plus d'une demi-douzaine, apparemment sans liens entre elles. Enumérons-en quelques-unes.

La principale, enfin celle qui semble avoir le plus défrayé la chronique politique et judiciaire jusqu'alors, est constituée des Brigades rouges (**Brigate Rosse**), dénomination plus commode que **Rote Fraktion Armee**, et qui permet de désigner très facilement ses membres du nom de brigadistes rouges (brigatisti rosse). Son chef, Renato Curcio, est une homme d'une trentaine d'années, originaire de Rome, et qui a fait des études de sociologie à l'Université de Trente où il fut déjà mêlé à des affaires d'émissions pirates, effectuées au nom des GAP (**Groupes d'action des partisans**), premier embryon des Brigades rouges ! D'abord catholique et marié fort chrétiennement avec une étudiante, qui est actuellement à ses côtés à la tête des **Brigades rouges**, il participa ensuite à différents « groupuscules », notamment à un « Collectif politique métropolitain » qui se tint en 1969 à Milan, puis à un groupement dit **Sinistra proletaria** (Gauche prolétarienne), dont il s'éloigna petit à petit pour plonger à partir du printemps 1971 dans la lutte clandestine et armée. C'est un théoricien tout autant qu'un homme d'action, peut-être d'une envergure comparable à celle de Baader. Il est possible que d'ailleurs les deux hommes aient eu des contacts. En tout cas un des rares textes apologétiques sur la bande à Baader, plus exactement sur la fraction qui frappa notamment le juge de Berlin, Guenther von Drekmann, en représailles de la mort en prison d'Holger Meins, un des premiers lieutenants de Baader, émane de sa plume. Il fut rédigé dans la prison piémontaise de Casale Monferrato, où Renato Curcio était détenu, et dont il s'évada en février dernier, à la suite précisément d'un raid armé, mené à bien par ses **brigadistes rouges**, et dirigé par une femme. Le document tout entier a été publié dans le numéro du 6 mars dernier dans l'hebdomadaire milanais **A.B.C.**, qu'on peut considérer comme de tendance socialiste.

Précisons que le grand exploit des Brigades reste l'enlèvement du juge Sossi, coupable aux yeux des brigadistes de l'acharnement particulier qu'il avait mis à pourfendre les membres du « groupe du XXII octobre », un groupe de Gênes dont il sera question plus bas (mai 1974).

On se souvient que le juge fut rendu à la liberté après 24 jours de détention, mais sans qu'il eût été jamais molesté, selon son propre dire, et bien que l'Etat italien eût manqué à la parole donnée par les magistrats de la Cour d'appel de Gênes, que les détenus du « XXII octobre » seraient libérés, en contrepartie de la libération de leur collègue.

Curcio, quand il joua la fille de l'air du pénitencier de Casale Monferrato, était en instance de jugement pour tous les méfaits reprochés (séquestrations, meurtres, hold-up), à tort ou à raison, aux Brigades rouges depuis leur naissance. Narguant pendant des années toutes les polices italiennes, qui ne sont pas

moins nombreuses que les nôtres (qui seraient même davantage) il était tombé en septembre 1974 dans un piège tendu habilement par le **Noyau spécial anti-terroriste** des Carabiniers de Turin, cette arme constituant là-bas l'équivalent de nos gendarmes, avec des pouvoirs même accrus. L'affaire n'avait été possible que grâce à une trahison, qui n'était pas due à un brigadiste ordinaire, mais à un personnage infiltré, dont toute l'Italie avait parlé comme d'un héros, pendant des années, notamment au moment des guérillas en Bolivie et au Chili.

Le traître en question n'était autre qu'un prêtre nommé Silvano Girotto, en religion padre Leone, et plus connu encore sous le nom de **Fratre Mitra** (Frère Mitraillette), popularisé par la presse, sur la foi peut-être mensongère, de ses exploits de guerillero en Amérique Latine ! Sur sa réputation, Curcio avait reçu le faux frère, croyant même à une recrue de choix. Il en résultait bientôt toutes sortes d'avanies, en dehors même de l'arrestation de Curcio et de tous les intermédiaires par lesquels le sycophante avait dû passer ; au nombre desquelles la découverte d'une des principales « planques » des « Brigades rouges ». Là les choses n'allaient pas d'ailleurs aussi aisément qu'espéré, puisque un maréchal de carabiniers tombait sous les balles d'un jeune brigadiste surpris au gîte. Désastre supplémentaire pour les terroristes et véritable bénédiction pour les carabiniers, c'est que ceux-ci trouvaient là toutes les archives des Brigades rouges. Archives qu'on n'a pas fini d'exploiter à Turin, au point que des magistrats et des avocats mêmes sont présentement suspendus ou inquiétés, du fait de trouvailles qu'on aurait faites dans les masses de papiers ou de « rubans » (enregistrements magnétiques) saisis et dont on prétendrait conclure à une « sympathie » active de la part des suspects envers les brigadistes ! C'est un fait que tant les membres de la bande à Baader que ceux des Brigades italiennes sont terriblement paperassiers, ce qui constitue peut-être une vertu pour des historiens en chambre, mais qui paraît plutôt un handicap pour des gens vivant sur le qui-vive ! Ainsi des fichiers complets concernant aussi bien amis qu'adversaires sont-ils tombés quelquefois aux mains de la police qui y découvrit d'un seul coup plus qu'elle n'aurait recueilli de son seul effort quotidien !

Longtemps les Brigades rouges disposèrent même d'un organe officieux paraissant à Milan, **Contrinformazione,** disparu dans la dernière bourrasque, et dans lequel leur justification était habilement présentée, par un journaliste « gauchiste », maintenant en fuite.

Une trentaine de personnes sont actuellement sous les verrous au titre des Brigades rouges, réparties dans diverses prisons de la péninsule, à des fins de sécurité, bien que l'activité des brigadistes ait surtout eu pour théâtre l'Italie du Nord (Turin, Milan, Padoue, Trente).

Aucun procès global n'a encore lieu, et le réquisitoire introductif d'instance les concernant vient seulement d'être rendu public. C'est un document-fleuve, car il traite conjointement de l'affaire Feltrinelli, qui s'imbrique plus ou moins dans celle des « Brigades », et dans celle de Baader !

On connaît la fin tragique de cet éditeur milliardaire, trouvé littéralement déchiqueté auprès d'un pylône électrique de la banlieue de Milan, en mars 1972. Fin qui ne pouvait manquer de prêter à des romans policiers particulièrement touffus — à des romans **jaunes** (gialli) comme on dit là-bas, la littérature du genre paraissant traditionnellement sous couverture jaune ! —, et dans lesquels il n'est pas facile de démêler ! Confessons que la gauche et même une certaine extrême gauche nous apparaissent comme refusant l'évidence : Feltrinelli est mort en voulant jouer selon toute apparence les Tupamaros ! Depuis longtemps, il ne lui suffisait plus d'être l'éditeur spécialisé de manuels de guérilla urbaine et il lui brûlait d'imiter sur le terrain Che Guevara, son idole ! Sortant donc du dilettantisme distingué et du mécénat, auxquels il s'était d'abord complu, il avait commencé d'organiser toute une chaîne de groupes clandestins, pourvus de planques secrètes disséminées surtout à Milan.

Depuis l'affaire de la place Fontana (attentat de la Banque d'Agriculture) du 16 décembre 1969, il vivait dans la hantise d'un coup d'Etat militaire et se croyait particulièrement menacé. D'ailleurs depuis cette date, il avait opté pour l'illégalité, essayant de renouer avec des chefs « partisans », qui avaient pratiqué la guérilla dans les Alpes au temps de la république mussolinienne et de l'occupation allemande. Les moyens énormes dont il disposait lui avaient donné à cet égard toute commodité, et au moment de sa mort, il avait mis sur pied un certain nombre de G.A.P. (Groupes d'action des Partisans), éclatés depuis ou partiellement repêchés par les Brigades rouges. L'apparence est aussi que Feltrinelli avait eu des contacts, à plusieurs reprises, avec le groupe Baader-Meinhof, par l'intermédiaire d'un ingénieur allemand, spécialiste en matière de radio clandestine, et aux bons offices duquel l'éditeur avait recouru pour équiper les groupes en formation d'un matériel de transmission.

Un autre fait atteste des liaisons de l'éditeur avec le groupe du XXII octobre, de Gênes, compromis dans des attentats, des hold-up, et même un enlèvement, groupe relevant incontestablement des « Brigades », puisque c'est pour la délivrance d'un de ses chefs que le rapt du procureur Sossi fut monté !

En résumé, Feltrinelli aurait péri du fait de son inexpérience, en tout cas d'une fausse manœuvre de sa part, dans le maniement des explosifs. Ce genre d'accidents est fréquent chez les terroristes, et **Der Spiegel,** le grand hebdomadaire de Hambourg qui reste la meilleure source pour ce qui a trait à l'histoire de la bande à Baader, notait récemment que c'est surtout à des explosions intempestives dans des laboratoires de fortune que la police allemande a dû d'être mise fortuitement sur la piste de « cellules » du fameux groupe ! Pareillement l'« accident » survenu à Feltrinelli, a permis une cascade d'arrestations et d'identifications, à partir d'indices aussi innocents qu'une facture de garage et un trousseau de clés, retrouvés sur lui ou dans la voiture qui l'avait amené sur les lieux, et que ses accompagnateurs affolés avaient abandonnée, après que l'imprévisible drame se fut produit.

Infortune constante, répétons-le et que la chronique italienne la plus récente confirme encore. La police napolitaine ne vient-elle pas de découvrir toute une organisation des N.A.P. (Noyaux armés prolétariens) cette fois, sorte de réplique méridionale des Brigades rouges, mais vraisemblablement autonome, cela à cause encore de l'explosion malencontreuse d'un laboratoire installé dans la banlieue de la ville. L'affaire entraînant, comme pour Feltrinelli, la mort d'un des manipulateurs et en blessant cruellement un autre, et la saisie d'un important butin, en armes, en faux papiers, et en fonds considérables, provenant de la rançon d'un milliard, payée récemment pour la libération d'un industriel, enlevé en décembre dernier.

Nous touchons là maintenant à un autre aspect du problème terroriste italien, qui ne paraît pas avoir été jamais observé, jusqu'alors dans les activités connues de groupes comme les Brigades rouges : le rapt de personnes, à des fins d'autofinancement, si l'on peut ainsi dire !

On sait par les journaux que les enlèvements sont quasiment pratique quotidienne en Italie, et cela depuis des années. Mais on pensait que c'était surtout affaires de « mafiosi » siciliens ou de membres de la « mala vita » (littéralement « mauvaise vie », mais que les Français peuvent traduire par « milieu » !), et voilà qu'on peut se poser la question de savoir si des groupes extrémistes n'y recourraient pas aussi ?

A. CROIX.

(à suivre)

LA CHARTE DE LUTTE DE CLASSE D'AMIENS ET "FORCE OUVRIÈRE"

*Dans notre numéro de janvier, nous avons passé un article d'*André Bergeron *que nous avions pris ailleurs. Nous lui avions donné comme sur-titre : « Pour la discussion des orientations syndicales ».*

Notre camarade Rivière, bien connu à Lyon et vieil abonné de « la R.P. », a sauté sur l'occasion. Il a bien fait. Nous lui avons cependant proposé de modifier quelques phrases de son article. Nous nous appuyions sur le dernier paragraphe de la Charte d'Amiens, qu'il cite en son entier. Puisqu'il est dit que les syndicalistes ne doivent pas « se préoccuper des partis et des sectes », nous estimions que notre ami Rivière oubliait ce précepte dans un paragraphe au moins de son texte. Rivière a maintenu celui-ci dans son intégralité et c'est ainsi que nous le publions.

Si, comme syndicaliste et ami de « la R.P. », il a tous les droits dans nos colonnes, il reste que, comme membre du Parti Socialiste et CERES, son opinion n'engage que lui. L'équipe de « la R.P. » s'en tient strictement aux dernières phrases de la Charte d'Amiens.

Nous avions mis un « chapeau » à l'article de Bergeron. Rivière nous dit qu'il n'a pas l'habitude de porter un chapeau. Ce sera donc une casquette.

Dans le mouvement ouvrier, partisans et adversaires de la Charte d'Amiens devraient 1°) connaître cette Charte, 2°) étudier dans quelle situation et dans quel esprit elle fut rédigée.

Tout d'abord la voici :

LA CHARTE D'AMIENS

Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la C.G.T. disant :

« La C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ».

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise, comme moyen d'action, la grève générale, et il considère le Syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat ;

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le Syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes, qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.

J'ai copié ce texte dans le bouquin de Roger Hagnauer: « L'actualité de la Charte d'Amiens ». Je ne saurais trop conseiller aux camarades la lecture de cette brochure, éditée en 1956 par les « Editions Syndicalistes », 21, rue Jean Robert 75018 Paris, même et surtout si l'on marque des divergences avec la pensée de ce camarade. Sa lecture est enrichissante en ce sens qu'Hagnauer situe dans son époque cette *charte de lutte de classe* dans le contexte social, économique et politique de 1906.

Notons de plus la préface de Pierre Monatte (1906-1956) et la publication dans ce livre de larges extraits de l'article de ce dernier sur le Congrès d'Amiens, paru dans les « Temps nouveaux » en 1906.

A cette époque le Syndicalisme révolutionnaire, entraînant avec lui les réformistes, réalisait la presque unanimité de la C.G.T. sur cette charte (834 voix contre 8) (1). Cette charte proclamait l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques de transformation sociale. Sur ce point elle se dressait surtout contre la prétention du parti guesdiste (socialiste) à mettre la main sur les Syndicats pour soutenir sa *campagne électoraliste.*

Les camarades socialistes syndicalistes votèrent contre cette prétention, démontrant que « les militants ouvriers socialistes ne sont pas, dans notre pays, de tempérament à obéir au doigt et à l'œil des dirigeants socialistes » (voir renvoi 1 bis).

Je pense que mes camarades de F.O seront heureux de connaître la Charte d'Amiens à laquelle se réfère notre secrétaire général Bergeron, notamment dans son bouquin F.O. paru en 1972.

Je ne ferai pas l'injure à ce dernier de penser qu'il n'a pas lu cette charte. Je ne puis non plus penser que Bergeron qui fut, sauf erreur de ma part, ami de la « Révolution Prolétarienne » (revue syndicaliste révolutionnaire) (fondée par Pierre Monatte) ne l'a pas comprise. Pourtant il ne semble pas... ALORS ? ? ? Essayons d'abord d'y voir clair. Ensuite à nous, à Force Ouvrière, et à Bergeron de conclure.

I. — LE MOUVEMENT OUVRIER ET LE MOUVEMENT SYNDICAL

Si le mouvement syndical est à mon sens le mouvement essentiel du mouvement ouvrier, il ne saurait représenter à lui seul l'ensemble de ce dernier.

Quel que soit le jugement que l'on puisse porter à leur endroit, nous sommes bien obligés de reconnaître que des Proudhon, Karl Marx, Bakounine, Engels, Jules Guesde, Jean Jaurès, Lénine, Léon Blum, Léon Trotsky, entre autres, s'inscrivent dans le mouvement ouvrier, et cependant ils n'étaient pas, à ma connaissance, des travailleurs ni des syndicalistes. La Charte d'Amiens l'admet du reste implicitement en disant que « les partis

(1) Pierre Monatte, dans la brochure d'Hagnauer (Préface 1906-1956).

(1 bis) « Le Congrès d'Amiens », page 6 de la brochure.

et les sectes peuvent poursuivre en toute liberté *la transformation sociale* » (2).

C'est pourquoi le terme « d'autonomie » du mouvement syndical est un non-sens ; le terme « d'indépendance syndicale », employé par la Tribune F.O. des Services Publics et de Santé me paraît plus exact. C'est du reste l'indépendance syndicale (que je ne saurais confondre avec la neutralité) qui est une des raisons de mon appartenance à F.O.

Mais ceci posé je ne saurais admettre une espèce de « dichotomie » dans le mouvement ouvrier : à chacun son boulot : le (ou les) parti ouvrier pour les citoyens, les syndicats pour la besogne revendicative des travailleurs. (3) La Charte d'Amiens avait une autre ambition. Elle voulait un syndicalisme *majeur* (4), se fixant comme objectifs *l'expropriation capitaliste* et la *réorganisation sociale, contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.* Elle considérait le travailleur non seulement sur son lieu de travail mais encore dans sa vie totale ; sinon que signifieraient de tels objectifs ?

II. — LA CHARTE D'AMIENS C'ETAIT EN 1906... ET EN 1975 ?

« Le militant syndicaliste de 1906 n'avait pas cherché à singer le militant de 1869, celui de la 1re Internationale. Il en avait retrouvé la pensée et l'avait adaptée aux besoins du moment » (5). De même il ne s'agit pas de singer 1906 ou 1869, mais de redonner vie à la lutte de classe adaptée à la situation et aux besoins de notre époque, de telle sorte que les travailleurs ne puissent être « roulés » par les « politiciens ». C'est dans ce sens qu'allait la Charte d'Amiens en 1906. C'est dans ce sens que veut aller le socialisme auto-gestionnaire.

Celui-ci (entre autres contre les déviations possibles des directions politiques ou syndicales du mouvement ouvrier) entend jeter les bases du pouvoir au citoyen. Il ne se préoccupe pas seulement de l'autogestion dans l'entreprise (quoique principalement) mais partout dans la vie du travailleur en particulier et du citoyen en général. C'est à mon sens cela l'esprit de 1906. Il s'agit que le travailleur ne soit « roulé » ni en tant que travailleur ni en tant que citoyen.

L'autogestion ne peut se concevoir qu'après « l'expropriation capitaliste », c'est-à-dire en commençant par nationaliser (ou plutôt socialiser) les principaux moyens de production et d'échange ; les travailleurs, en luttant aujourd'hui pour contrôler demain se préparent à leur rôle autogestionnaire dans les cadres d'un plan élaboré démocratiquement, l'élaboration d'un tel plan ne se concevant à mon sens qu'après l'expropriation capitaliste. (6).

On ne comprend pas que Bergeron, se réclamant de la Charte d'Amiens, combatte l'autogestion au Congrès de Toulouse. Dans F.O.-Magazine de Juillet-Août 73 (De tout un peu, Editorial p. 4) Bergeron s'interrogeait au sujet de l'autogestion. Quel serait le rôle du Syndicat ? Je pense que c'est à nous de le dire (nous, à F.O.) pour ne pas risquer de s'engager dans la voie dangereuse du corporatisme et de l'intégration, pour ne pas devenir ce que sont les « syndicats » dans les pays dits socialistes ou en Espagne.

Le socialisme que les travailleurs français doivent bâtir ne saurait évidemment prendre de tels modèles.

En 1906, les rédacteurs de la Charte d'Amiens avaient très bien senti les limites de la lutte pour le mieux-être des travailleurs et avaient reconnu que « cette besogne » n'était qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ».

Notons que dans la mesure où la lutte pour le mieux-être donne des résultats, elle rend l'exploitation plus acceptable et rend plus difficile la mobilisation des travailleurs pour la lutte émancipatrice.

Comment résoudre cette contradiction ? Là est la question.

Pour les syndicalistes révolutionnaires de 1906 (qui constituaient en fait une minorité agissante) et qui tout naturellement voyaient à l'époque le Syndicalisme comme la seule force émancipatrice, la solution pouvait paraître relativement facile.

Il faut noter que les Syndicats (composés de syndicalistes) ne représentaient qu'une minorité de travailleurs. C'était bien une avant-garde syndicale qui réussissait à entraîner dans les luttes la majorité des travailleurs.

D'après Monatte (1906-1956) l'indépendance du syndicalisme signifiait l'indépendance à l'égard du patronat et de l'Etat. Rien d'étonnant que la lutte antimilitariste contre l'Etat bourgeois s'inscrivit dans leur tactique (7).

A notre époque nous avons affaire à des syndicats de masse. Nous avons à construire, nous construisons un parti socialiste en rupture avec le capitalisme. Les problèmes sont différents.

Mais, comme en 1906, le problème reste posé de la nécessité de l'avant-garde syndicale et politique. Même à « la Révolution Prolétarienne », que sommes-nous, sinon une avant-garde, tout indispensable, irremplaçable et sympathique qu'elle soit ? Comment avons-nous prise sur les événements ?

« Quel responsable ouvrier, politique ou syndical, de bonne foi ,oserait actuellement contester la distance qui le sépare de ses camarades de travail non militants ? » (8).

Ce dont il s'agit c'est que cette avant-garde ne se coupe pas des masses d'une part et ne dégénère pas, en cas de victoire, en bureaucratie, maîtresse de l'appareil. De même qu'une colonne vertébrale est indispensable à l'homme, de même l'appareil est indispensable à une organisation. De même qu'il faut lutter contre les dégénérescences de ladite colonne vertébrale, de même il importe de lutter contre les dégénérescences possibles de l'appareil (politique ou syndical) en bureaucratie et en dictature.

La voie vers le contrôle ouvrier, vers l'autogestion, tendant non seulement à prendre le pouvoir mais à permettre la prise du pouvoir par le travailleur, par le citoyen, me paraît redonner vie à la pensée des pionniers de la 1re Internationale, à la pensée des révolutionnaires de 1906.

---

(2) La « Tribune F.O. » des Services Publics et de Santé (ma Fédération) numéro de décembre 74-janvier 75, s'insurgeant, au nom du respect de l'indépendance syndicale, contre « les prises de position d'un certain nombre de Fédérations ou de Sections du Parti Socialiste » à l'égard de Bergeron, cite en référence une pensée de Léon Blum, et, plus loin, à la même page, dans un encart, une pensée de Jean Jaurès.

(3) Le Syndicat et le Parti sont tous deux des organismes majeurs dans le mouvement ouvrier. Ils sont à la fois concurrents, voire opposés, et complémentaires. Ils doivent donc être indépendants l'un de l'autre. (Lire à ce sujet l'excellente étude, quoiqu'un peu sommaire, publiée par « Frontière », 2646, rue Saint-Martin 75003 Paris, dans « Cahiers Socialistes » n° 2, décembre 74 « Partis et Syndicats ».

(4) Expression reprise par Bothereau, citée par Bergeron dans F.O. p. 27.

(5) Pierre Monatte, dans la préface à la brochure d'Hagnauer.

(6) J'emprunte pas mal d'informations à l'article de mon camarade Guilloré sur le Congrès F.O. de Toulouse, dans « la Révolution Prolétarienne » de Juin-Juillet 74. Au sujet du Plan, comme lui, je n'en reviens pas qu'on le combatte dans une Centrale qui se veut l'héritière de la CGT de Jouhaux qui élabora et proposa le premier plan connu précisément sous le nom de Plan de la CGT. J'ajoute que, sauf erreur, l'élaboration de ce plan n'était pas précédée de l'expropriation capitaliste. Il se situait donc dans le régime capitaliste.

(7) Alors que la motion (connue depuis sous le nom de Charte d'Amiens) recueillait une écrasante majorité 834 voix contre 8) d'après Pierre Monatte dans sa préface (1906-1956) ou 830 contre 48, d'après Hagnauer (p. 21 de sa brochure), la motion anti-militariste d'Yvetot n'obtint que 488 voix contre 30 (même page).

(8) « Cahiers Socialistes » Partis et Syndicats, p. 26.

La lutte de l'avant-garde, syndicale et politique, en démontrant les limites de la lutte pour « vivre mieux » tend à orienter les masses dans la lutte pour « changer la vie ». Dans cette voie la contradiction entre la lutte économique et la lutte politique du prolétariat tend à orienter les travailleurs et les citoyens pour qu'il n'y ait pas de solution de continuité entre la lutte pour l'amélioration du sort des exploités, des « aliénés » du régime capitaliste et leur lutte émancipatrice.

OU EN SOMMES-NOUS A F.O. ?

Avons-nous l'intention de nous installer dans le régime capitaliste ou voulons-nous en finir avec l'exploitation ouvrière, avec la domination du système capitaliste sur les citoyens ?

Sommes-nous réduits par la tactique de Léon Blum, se conduisant en « gérant loyal du capitalisme » ? Une telle tactique ne nous conduirait-elle pas à une « intégration » dans le régime ? J'ai entendu parler chez nous, en son temps, de capitalisme « compréhensif » (alors, vive Giscard ?) et de syndicalisme « constructif ». Que peuvent bien vouloir dire ces adjectifs ? sinon pour promouvoir une politique de collaboration de classes ?

Le Capitalisme ne « comprend » que ses intérêts. Il ne cède que devant la force. Le Syndicalisme ne peut être constructif qu'en luttant pour des réformes, pour l'amélioration du sort des salariés, pour l'émancipation des travailleurs.

QU'EN PENSE BERGERON ?

Alors qu'il s'accommode des oppositions d'anarcho-syndicalistes comme Hébert, qui se dresse contre les auto-gestionnaires (curieux pour un anarcho-syndicaliste) ou comme Joyeux qui, syndicaliste révolutionnaire, accepte la Charte d'Amiens tout entière et sans restrictions, ou encore « d'épigones du trotskysme » comme Lambert (qui mêle astucieusement autogestion, cogestion, participation, partage du pouvoir dans l'entreprise, comme si tout celà voulait dire la même chose), comment se fait-il qu'il soit si irrité contre les Socialistes de F.O. et particulièrement ceux de CERES ?

Sans doute les oppositions dont il s'accommode ne sont-elles pas trop gênantes. Elles peuvent servir de couverture de gauche, pendant que Muller sert de couverture de droite. Tandis qu'une opposition sérieuse, réelle, composée de militants du propre parti de Bergeron, lui cause sans doute quelques désagréments (9).

Personne n'oblige Bergeron à être du P.S. ; à l'intérieur de ce Parti la discussion est démocratique Que Bergeron vienne donc nous y attaquer et combattre notre politique de lutte de classe et de rupture avec le capitalisme et ses tenants... au nom de la Charte d'Amiens.

(9) Après le Congrès F.O. de 1953 où nous venions de battre la direction confédérale sur le « Productivisme » et le « BEDES » (organisme d'arrosage de la presse syndicale par le fric patronal), Bothereau déclarait : Il y a des minoritaires, il n'y a pas de minorité, j'écrivais dans la R.P. de mai 1954 : (p. 9-137) : Il aurait été plus exact de dire : Il y a une majorité de « minoritaires », sans cohésion, ce qui nous permet à nous direction minoritaire qui avons comme principe commun le manque d'initiative quant aux luttes ouvrières, de nous maintenir à la tête de la Confédération.

En est-il toujours ainsi, Bergeron ? et aurais-tu peur que l'opposition socialiste donne une autre « gueule » à F.O. ?

A moins qu'il ne préfère combattre notre « comportement ». Qu'il réfléchisse plutôt au sien.

En ce qui me concerne, il y a sans doute des contradictions entre mon appartenance à F.O. à « la Révolution Prolétarienne », au CERES et au P.S. J'essaie de les résoudre en me « comportant » *partout* en partisan de l'émancipation ouvrière par la lutte de classe, pour l'expropriation du capitalisme, pour l'autogestion.

En ce qui concerne le P.S., c'est à Bergeron de choisir : ou rester au P.S. et en accepter la discipline ou le quitter.

J'entends bien que le Parti n'a pas à dicter l'orientation du Secrétaire Général de F.O. C'est à F.O. à le faire et c'est pourquoi les Socialistes qui, comme moi sont à F.O. doivent y promouvoir une orientation de lutte de classe, une indépendance de classe.

Cela, je pense, ne saurait choquer Bergeron. Bien au contraire, ce devrait être le rôle de ce partisan de la Charte d'Amiens d'essayer d'entraîner notre organisation dans une telle voie *(non de l'imposer)*, tout en étant discipliné à la majorité, *démocratiquement exprimée dans nos syndicats, à la base* (10) au lieu de réserver ses foudres aux socialistes de Force Ouvrière, partisans de la lutte de classe, de l'indépendance de classe.

EN MATIERE DE CONCLUSION

Ce papier réveillera-t-il mes camarades de Force Ouvrière, afin que nous donnions à notre organisation une autre gueule que celle que ses concurrents dans le mouvement syndical et le mouvement ouvrier lui donnent, aidés en celà par la presse capitaliste (et à laquelle les attitudes pour le moins surprenantes de Bergeron, partisan de la Charte d'Amiens de lutte de classe anticapitaliste, apportent un certain crédit).

Travaillons à ce que F.O. soit une organisation luttant pour améliorer sans cesse le sort des travailleurs (ce qu'elle fait) mais s'orientant à travers cette lutte (en en traçant les limites), vers l'émancipation de notre classe par l'expropriation des capitalistes, pour le Pouvoir aux Citoyens, contre toutes les aliénations, en maintenant notre indépendance syndicale de classe.

Dans une telle dynamique elle n'aura pas peur de pratiquer l'Unité d'action avec les autres Centrales syndicales, préparant par là-même ce qui n'aurait jamais dû cesser : l'UNITE SYNDICALE.

Félix RIVIERE.

(10) Qu'il prenne donc exemple, pour une fois, sur Bothereau qui eut à Amiens en 1956 (50 ans après Amiens,) étant secrétaire général de la Confédération, le *courage* de déclarer, *alors que la majorité de l'organisation ne l'admettait pas*, que l'indépendance de l'Algérie était une solution qu'il ne fallait pas écarter (cité par Bergeron dans son bouquin F.O. pages 87 et 88 « Un débat passionné »).

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 25 F — 1 an, 50 F.

Autres pays : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F

C.C.P. 734.99 Paris

Ceux qui s'en vont

Georges NICOLAS

Le camarades Georges Nicolas est mort le 19 avril à l'âge de quatre-vingt trois ans. C'était un vieux militant de la maçonnerie-pierre. Tous ceux qui ont milité syndicalement entre les deux guerres, notamment à la C.G.T.U., se souviennent de Nicolas. C'était un de ces syndicalistes du bâtiment comme on n'en fait plus. Il aimait la bagarre, verbale ou autrement ; la bagarre contre les patrons, mais aussi contre les « colonisateurs » des syndicats. Il était évidemment de la minorité de la C.G.T.U. contre sa direction stalinienne. Il fut naturellement un vieil ami de la « R.P. ».

De nombreux militants syndicalistes l'ont accompagné, le 23 avril, au cimetière de Pantin.

Nous garderons ici le souvenir de ce bon compagnon.

A TRAVERS LES LIVRES

HISTOIRE DE LA LITTERATURE PROLETARIENNE EN FRANCE

de *Michel RAGON*

Paris, Albin Michel, 1974, 315 p.

Le « domaine » prolétarien de la litérature française n'est sans doute pas le moins important ni le moins significatif mais c'est très certainement le moins connu. Michel Ragon précise bien, dans son introduction, ce qu'est cette « littérature d'expression populaire » dont il a entrepris d'écrire l'histoire. C'est, rappelle-t-il, celle « qui exprime les idées, les sentiments, les mœurs du peuple » et qu'on ne doit pas confondre avec la sous-littérature dite « populaire » ni avec la littérature « populiste » à la Francis Carco qui donne à ses lecteurs et ses lectrices le sentiment de s'encanailler en toute sécurité.

Michel Ragon recense et étudie la littérature d'expression populaire depuis une trentaine d'années. Il y a été amené par Rousseau, Michelet, Péguy, Guéhenno, et Henry Poulaille qui, à des époques différentes et avec des moyens divers, ont revendiqué pour les humbles, les silencieux, le droit à la parole et à l'écriture. L'ouvrage qu'il nous présente aujourd'hui est en fait une troisième version, refondue et considérablement augmentée des *Ecrivains du Peuple* (Jean Vigneau, 1947) et de l'*Histoire de la Littérature Ouvrière* (Les Editions ouvrières, 1953).

Le grand mérite de ce travail c'est qu'il sauve de l'oubli des auteurs qui ne sont pas médiocres, mais dont les ouvrages sont pratiquement introuvables. Il faut donc que l'*Anthologie des Ecrivains du Peuple* que Ragon garde dans ses tiroirs trouve finalement un éditeur ainsi que son recueil de textes sur *L'Ouvrier dans la Littérature Française.* Ainsi le projet de la littérature prolétarienne, qui est de permettre l'expression directe, authentique, de ceux qui vivent ou ont vécu la condition ouvrière, connaîtrait un commencement de réalisation en établissant la richesse et la diversité de sa propre tradition qu'on peut remonter jusqu'au Moyen Age, si l'on en croit Michel Ragon.

En dépit de ses mérites l'ouvrage de Michel Ragon, sous sa forme actuelle, demeure très insuffisant. Il tente, en un seul volume, de dire trop de choses, d'atteindre trop de buts divers. Il se veut essai de définition de la littérature d'expression populaire, manifeste de la littérature prolétarienne, mise au point sur les polémiques diverses qu'elle a suscitées depuis le romantisme, anthologie des œuvres des poètes et des écrivains qui s'y rattachent, chronologie des œuvres publiées, recueil de notices, en général brèves sur une soixantaine d'auteurs, poètes populaires, socialistes romantiques, écrivains libertaires, prolétariens, ouvriers et paysans. C'est beaucoup pour un seul livre. Michel Ragon se voit obligé de traiter sommairement, trop sommairement bien souvent, les questions importantes qu'il soulève. De plus reprenant à son compte, dans l'ensemble, les positions défendues par Henry Poulaille depuis la première guerre mondiale, il tend à faire la part trop belle à ceux qui furent ses amis et à réduire à la portion congrue, voire à passer sous silence, ceux qui se sont affirmés en dehors du mouvement qu'il animait ou sont venus trop tard pour s'y joindre. Michel Ragon ne semble pas non plus avoir tenu compte des articles critiques parus depuis une vingtaine d'années sur nombre des auteurs qu'il cite. L'Histoire de la Littérature Prolétarienne en France reste à faire, et elle ne pourra l'être, croyons-nous, que par une équipe déterminée à repenser les problèmes théoriques soulevés par son existence et à effectuer la synthèse des travaux qu'elle a inspirés et continue de susciter.

Pierre AUBERY.

ENTRE NOUS

Nous continuons. Maintiendrons-nous ? Ne dites pas, amis lecteurs, qu'il y a un demi-siècle que la question se pose et que, au milieu de difficultés permanentes, des équipes successives de militants ont maintenu la « R.P. ». Ils l'ont fait dans d'autres circonstances, dans d'autres conditions. Et puis, il y a des rencontres heureuses de militants de grande valeur qui ne se reproduisent pas quand on en aurait le plus besoin.

Ça ne fait rien : nous continuons. Nos amis nous ont encore, à l'occasion du cinquantenaire, encouragés à continuer. Pourtant, pas plus que nous, ils ne doivent se dissimuler les difficultés nouvelles, celles qui tiennent aux conditions actuelles de la presse écrite. Il y a aussi, disons-le, les difficultés politiques qui résultent d'une phase de l'évolution sociale où le dogmatisme est roi, où il y a un conformisme de l'anti-conformisme.

Comment réussir à faire vivre, dans un tel environnement, une revue non-conformiste par définition, mais aussi non-conformiste interne, si l'on peut ainsi dire ? Ce qui signifie que, sur la base commune du syndicalisme révolutionnaire, les camarades discutent ouvertement. Non pas seulement entre eux, dans leur petit cercle, en offrant pour l'extérieur une « vérité » unique, la bonne évidemment, la seule bonne. C'est devant leurs lecteurs, les anciens et les nouveaux, qu'ils discutent, qu'ils confrontent leurs opinions, qu'ils s'affrontent parfois. C'est notre règle et nous n'en démordrons pas. S'il nous arrivait jamais d'en changer, alors on pourrait dire que nous n'avons pas maintenu la « R.P. ».

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS D'AVRIL 1975

RECETTES			
Abonnements ordinaires	1.300		
Abonnements de soutien	1.410	2.710	
Souscription		389	
Participation repas		70	
Compte E.S.		5	
Vente au n°		42	
Total recettes		3.216	
En caisse au 1-4-75		12.266,46	
		15.482,46	
DEPENSES			
Acompte versé à l'Imprimerie		5.000	
Frais poste		5	
Frais déplacements Avril		132	
Total dépenses		5.137	
En caisse au 1-4-75		12.266,46	
		15.482,46	

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Lezan (24), 60 ; Pousot (75), 60 ; Mader (93), 100 ; Moine (75), 70 ; Centène (56), 100 ; Chevance (22), 60 ; Garcia (81), 100 ; Beauné (21), 60 ; Delaunay (75), 100 ; Giraud (91), 100 ; Sorin (44) ; 70 ; Bénistant (72), 100 ; Daniel (29), 70 ; Bardin (69), 100 ; Azouit (06), 100 ; Guénec (06), 100 ; Mme Lagain (22), 60. — Total : 1.410.

SOUSCRIPTION

Mme Chasson (07), 50 ; Simon (92), 30 ; Divet (35), 50 ; Caillon (75), 10 ; Costa (65), 50 ; Vernet (07), 10 ; Muratet (31), 20 ; Rival (42), 50 ; Duperray (42), 8 ; Odin (69), 10 ; Aubery (U.S.A.), 81 ; Farvacque (59), 10 ; Serret (07), 10. — Total : 389.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.